

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 15, n° 3 • octobre 1995

NUMÉRO SPÉCIAL

FEMMES 1995



PHOTO : CELINE DUBE

Présentation

L'ÉQUIPE DU **CAMINANDO** NE POUVAIT PASSER SOUS SILENCE LA **IV^e CONFÉRENCE SUR LES FEMMES**. LE NUMÉRO DE SEPTEMBRE À PEINE SORTI, NOUS VOUS AVONS DONC CONCOCTÉ UN NUMÉRO SPÉCIAL SUR LES FEMMES. NOUS AVOUONS D'EMBLÉE QU'IL NE S'AGIT PAS DE TEXTES DE NOTRE CRU, MAIS D'UN REPIQUAGE, DE NOMBREUSES TRADUCTIONS ET DE COMMANDES SPÉCIALES.

D'ABORD, POUR BIEN SITUER LES ENJEUX DE LA CONFÉRENCE DE **PÉKIN**, NOUS VOUS PROPOSONS LE TEXTE DE **MARYSE DURRER** PUBLIÉ EN MAI DANS **FOI ET DÉVELOPPEMENT**.

ENSUITE, NOUS AVONS TRADUIT L'EXCELLENT DOSSIER «**FEMMES EN MARCHÉ**» PUBLIÉ EN ESPAGNOL PAR **NOTICIAS ALIADAS** EN JUIN DERNIER. VINGT COURTS TEXTES SUR DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES QUI TOUCHENT LES FEMMES PARTOUT EN **AMÉRIQUE LATINE**.

ENFIN, NOUS NE POUVIONS ÉDITER UN NUMÉRO SPÉCIAL SUR LES FEMMES SANS PARLER DE LA MOBILISATRICE **MARCHE DES FEMMES** QUI SE DÉROULAIT CHEZ NOUS AU PRINTEMPS DERNIER. **DIANE MATTE** TRACE UN BILAN DES ACQUIS DE LA **MARCHE** QUANT AUX NEUF REVENDICATIONS PRÉSENTÉES AU GOUVERNEMENT DU **QUÉBEC**, TANDIS QU'**HÉLÈNE LAGACÉ** SOULIGNE LA CONTRIBUTION DU VOLET INTERNATIONAL À LA **MARCHE DES FEMMES**.

BIEN QU'IL SOIT VOLUMINEUX, CE NUMÉRO CONSTITUE NOTRE MODESTE CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT DE LA CAUSE DES FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS. NOUS TENONS À REMERCIER SPÉCIALEMENT **MADELEINE PERREAULT** QUI A RÉALISÉ LE TRAVAIL DE TRADUCTION ENCORE PLUS RAPIDEMENT QUE CE QU'ON LUI AVAIT DEMANDÉ, **CLOTILDE LEMAY** QUI A RÉVISÉ LES TEXTES SOUS PRESSION SUR LA ROUTE ENTRE **MONTRÉAL** ET **QUÉBEC** ET **LOUISE GRAVEL** QUI A COMPLÉTÉ LE TRAVAIL DE MISE EN PAGE LE JOUR DE LA FÊTE DU TRAVAIL! SANS ELLES, CE NUMÉRO NE SERAIT PAS SORTI DANS LES DÉLAIS SOUHAITÉS. NOUS REMERCIONS ÉGALEMENT LES ÉDITEURS DE **FOI ET DÉVELOPPEMENT** ET DE **NOTICIAS ALIADAS** QUI AUTORISENT LA REPRODUCTION DE LEURS TEXTES.

De Mexico à Pékin, le long chemin des femmes

FOI ET DÉVELOPPEMENT N° 233, MAI 1995

PAR MARYSE DURRER

COMME CHACUN LE VOIT BIEN, LA MOITIÉ DE L'HUMANITÉ, ET SANS DOUTE PLUS DE LA MOITIÉ SI L'ON EN CROIT LES STATISTIQUES, EST LOIN D'ÊTRE PARVENUE À L'ÉGALITÉ AVEC L'AUTRE. MÊME DANS LES PAYS DITS DÉVELOPPÉS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE DU NORD UNE GRANDE MARGE SUBSISTE ENCORE ENTRE, D'UNE PART, LES BELLES ENVOLÉES DE TRIBUNE ET LES TEXTES LÉGISLATIFS ET, D'AUTRE PART, LES RÉALITÉS QUOTIDIENNES DE L'EMPLOI ET DE LA VIE PROFESSIONNELLE, DES CHARGES FAMILIALES ET DOMESTIQUES, DES RESPONSABILITÉS POLITIQUES ET SOCIALES, POUR NE RIEN DIRE DE CERTAINES RÈGLES DISCIPLINAIRES DES ÉGLISES (QUELQUEFOIS HABILLÉES D'ARGUMENTS THÉOLOGIQUES QU'ON SOUHAITERAIT PLUS CONVAINCANTS) ET DE COMPORTEMENTS ECCLÉSIASTIQUES FONDÉS SUR UNE ANTHROPOLOGIE QUI DATE QUELQUE PEU. AUTANT DIRE QUE LA PERMANENTE REVENDICATION DES FEMMES POUR UN TRAITEMENT RESPECTANT LEUR FONDAMENTALE ÉGALITÉ AVEC LES HOMMES, EN MÊME TEMPS QUE LEUR ÊTRE PROPRE DE FEMMES, RISQUE DE DEVENIR UN SIMPLE TROPISME, UNE RÉACTION DE BON TON D'HOMME CULTIVÉ, NÉCESSAIRE DANS L'ASSAISonnement DE TOUT DISCOURS MODERNISTE MAIS QU'ON S'EMPRESSE D'OUBLIER AU BUREAU, À LA MAISON, DANS LES ASSEMBLÉES NATIONALES, COMME DANS LE CHOEUR DE MOINS EN MOINS FRÉQUENTÉ DE NOS ÉGLISES.

AUSSE BIEN, MALGRÉ TOUS LES AVATARS DE LA LUTTE DES FEMMES POUR LA RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX DEPUIS UN PEU PLUS D'UN SIÈCLE, ET MALGRÉ, IL FAUT BIEN L'ADMETTRE, LE SYMBOLE PEU ENGAGEANT, S'AGISSANT DE DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX, PRÉSENTÉ PAR LA CAPITALE DE LA CHINE, LA CONFÉRENCE QUE LES NATIONS UNIES VONT OUVRIR À PÉKIN EN SEPTEMBRE PROCHAIN DEVRAIT CONSTITUER, ET CONSTITUERA D'UNE MANIÈRE OU D'UNE AUTRE, UN NOUVEAU PAS DÉCISIF POUR LA PROMOTION FÉMININE.

NOUS REMERCIONS VIVEMENT MARYSE DURRER, QUI REPRÉSENTE L'UNION MONDIALE DES ORGANISATIONS FÉMININES CATHOLIQUES (UMOCF) * AUPRÈS DES DIVERSES INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES À GENÈVE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE, D'AVOIR BIEN VUOLU NOUS AIDER À COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA CONFÉRENCE DE PÉKIN À TRAVERS L'HISTOIRE DÉJÀ LONGUE DES RENCONTRES INTERNATIONALES CONSACRÉES À LA PROMOTION FÉMININE, AINSI QUE LA PART PRÉPONDÉRANTE QU'Y ONT NATURELLEMENT PRISE LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) FÉMININES.

FOI ET DÉVELOPPEMENT

La femme est l'avenir de l'homme, a dit le poète. Les Nations Unies ne sont pas loin de le croire. En tout cas elles essaient de convaincre la communauté internationale que, sans la formation et la pleine participation des femmes à tous les niveaux, il n'y a pas de développement humain durable et maîtrisé.

C'est dans le préambule de la Charte des Nations Unies que pour la première fois, en 1945, s'établit juridiquement l'égalité des sexes en tant que droit humain fondamental. Malgré cette déclaration novatrice et courageuse, rien ne change. Les discriminations à l'égard des femmes continuent car bien souvent elles sont inconscientes, appuyées sur des pratiques et des comportements traditionnels que la majorité des hommes et nombre de femmes ne souhaitent pas remettre en question.

Mille femmes à Mexico

Pour attirer l'attention sur ces obstacles et susciter une évolution, les Nations Unies proclament 1975 *Année internationale de la femme*. Et pour donner plus de force à cette année consacrée à analyser la condition féminine dans le monde, une conférence est organisée à Mexico. C'est la première conférence mondiale jamais organisée pour les femmes. Plus de mille déléguées de 133 États y participent.

Des activités parallèles

Dès le début, les femmes sont conscientes que l'analyse des problèmes est différente selon qu'elle est faite par des experts, masculins dans leur majorité, ou par des femmes confrontées quotidiennement à la difficulté de la condition

féminine. Elles décident donc de tenir une manifestation parallèle où des femmes de tous milieux, de toutes conditions participent pour échanger expériences, frustrations, attentes, mais aussi leur confiance inébranlable dans la capacité des femmes à cogérer la planète.

Un document percutant

La conférence de Mexico accouche d'un magnifique document destiné à servir de référence pour les programmes mis sur pied par les gouvernements. On y identifie les domaines jugés essentiels : coopération internationale et paix, participation politique, éducation et formation, emploi, santé et nutrition, famille, population, logement, recherche et médias. L'ampleur de la tâche est telle que l'Assemblée générale des Nations Unies décide de proclamer une *Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix*.

Premiers résultats concrets

Le premier signe tangible de la volonté de sortir les femmes de leur second rôle est la création de deux organismes exclusivement consacrés aux femmes : le *Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes* (UNIFEM), destiné à financer des activités de développement orientées vers les femmes, surtout dans les régions rurales des pays en développement, et l'*Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme* (INSTRAW), chargé de promouvoir une participation complète des femmes aux niveaux politique, social et économique.

La plate-forme mondiale sera l'expression de différentes analyses et propositions d'action faites par chacune des régions. Chaque région a ses propres problèmes, sa manière d'envisager les solutions, mais il est remarquable de voir que, du Nord au Sud, d'Est en Ouest, que les pays soient riches ou pauvres, dits développés ou en voie de développement, on retrouve les mêmes obstacles à la réalisation de la parité homme/femme. En voici une liste non exhaustive : pauvreté, santé, violence, éducation, participation au niveau décisionnel, emploi, sida, femmes migrantes, déplacées, réfugiées...

De toutes les régions vient l'appel à prendre particulièrement en compte l'éducation des fillettes; comment oublier qu'elles seront les femmes de demain? Une autre demande est très forte : ne pas morceler la vie des femmes, mais avoir une politique s'attachant à toutes les étapes de la vie, de la conception à la mort. De cette manière, on espère que chaque région, chaque pays se sentira vraiment responsable de donner corps à tous les engagements pris à Mexico en 1975. L'analyse est faite, les stratégies sont connues, ce qui manque à ce jour, c'est la volonté politique d'accorder aux femmes ce qui n'est que leur droit.

Après cette assemblée prometteuse, une première

constatation s'impose : tout ce qui pouvait être fait du point de vue législatif a été fait ou presque, mais les mentalités, les comportements n'ont pas changé. Il faut trouver le moyen de passer du *de jure* au *de facto* et là nul expert n'entrevoit de recette. C'est à chacun de nous, homme et femme, de faire preuve d'audace, d'oser risquer le vrai partenariat, non pas suivant la fameuse recette du pâté d'alouette (une alouette et un cheval), mais celui d'une parité véritable dans tous les domaines, social, politique, économique, religieux. Un partenariat qui soit «la voie du partage entre hommes et femmes qui ne gomme pas les différences et les spécificités», comme l'a dit Simone Veil lors de la Conférence préparatoire de Dakar.

Une décennie (presque) perdue

Nous savons donc quels seront les enjeux de Pékin : il faut s'attarder maintenant sur la substance. Les thèmes sont toujours ceux de 1975. Certains problèmes se sont aggravés, d'autres sont plus en évidence aujourd'hui, mais fondamentalement rien n'a vraiment changé sur le terrain, si ce n'est l'irruption du sida avec ses conséquences incalculables pour toute la société. La différence entre une conférence pour les femmes et une conférence comme celles du Caire, de Rio ou de Copenhague est qu'elle doit prendre en compte toute ce qui concerne les femmes, c'est-à-dire, par définition, tout ce qui fait la vie! Dans ce domaine les femmes ont quelques longueurs d'avance sur les hommes, habituées qu'elles sont depuis des décennies à jongler avec plusieurs rôles : familial, professionnel, social, bénévole.

Les femmes ont ainsi développé des stratégies qui méritent l'attention. Elles ont réfléchi au partage des postes de travail dans un monde qui ne peut plus assurer le plein emploi, à l'importance des relations humaines, au rôle de la famille et surtout à la nécessité d'avoir une identité personnelle construite autour de plusieurs pôles, et pas seulement sur la fonction professionnelle et l'avoir.

Ancrer la nouvelle vision

Pour donner du corps à cette problématique et assurer un cadre légal permettant de dénoncer les atteintes aux droits des femmes, une Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été rédigée. En signant cette convention les gouvernements s'engagent à prendre «toutes les mesures appropriées pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes». À ce jour, plus de 130 pays ont ratifié la convention, mais les réserves faites par de très nombreux États lui retirent toute son efficacité tout en permettant à des pays dans lesquels le statut de la femme est moyenâgeux de s'enorgueillir, avec un cynisme qu'on ne peut que dénoncer, de compter au nombre des signataires!

Espoir et désenchantement

Partant de ces promesses, avec des organisations internationales compétentes et actives et des États se disant prêts à tout mettre en oeuvre, il semblait que rien n'aurait dû entraver la réalisation des vœux d'innombrables femmes. Avec, comme tout résultat tangible, une stabilité plus grande de la société, la diminution de la violence, la réduction de l'écart entre les riches et les pauvres, etc. Il a fallu déchanter, car il y a loin du discours à la mise en application. La IIe Conférence, à Copenhague en 1980, ne peut que constater que des progrès ont été réalisés..., mais que tout ou presque est encore en devenir.

L'espoir renaît à Nairobi

À Nairobi, en 1985, le temps est venu d'évaluer les résultats de la décennie. À la cérémonie d'ouverture de la IIIe Conférence, on voit que quelque chose commence à changer. Les gouvernements ont eu à coeur de nommer des femmes à la tête des délégations. Et, ce qui est une première dans l'histoire des grandes conférences officielles, les nombreuses femmes africaines, épouses de chefs d'État, ambassadrices trônant sur l'estrade, n'hésitent pas à danser quand résonne la musique d'ouverture. Ce n'est qu'une anecdote bien sûr, mais elle est riche d'enseignements pour qui veut y réfléchir. Passé ce moment rafraîchissant, nous retombons dans le monde du concept et des grandes envolées fort éloignées du concret.

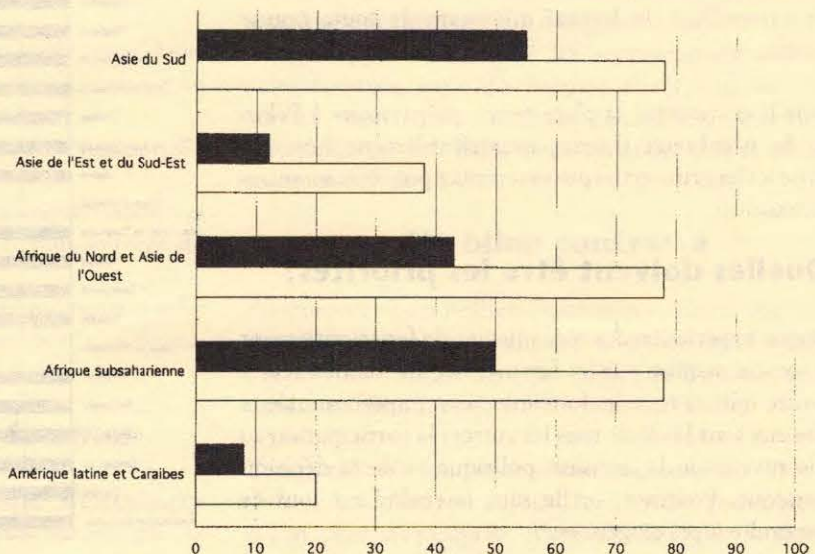
Pour rencontrer la vie, la réalité quotidienne, il faut aller au Forum. Plus de 16 000 femmes, accourues du monde entier, sont réunies; elles échangent, discutent, se disputent parfois, mais apprennent surtout à s'écouter et à se respecter. Je vois encore des centaines de femmes Massaï venues de leurs lointains villages juste pour être présentes; elles restaient

assises, muettes, devant les salles de réunion, heureuses de participer à l'événement. Je me souviens de Betty Friedan, gourou des féministes, tenant sa cour chaque jour sous un arbre; de jeunes Iraniennes drapées dans leur tchador et surveillées par des hommes; des Japonaises venues en grand nombre rappeler l'horreur d'Hiroshima et leur volonté que nul n'oublie la tragédie, en proclamant avec passion qu'elle ne devrait jamais se reproduire; d'Angela Davie et de tant d'autres célèbres ou anonymes mais toutes habitées par le désir d'affirmer leur identité de femmes et de trouver, ensemble, les moyens de prendre leur vraie place dans la société, qu'elle soit tribale ou post-industrielle.

Quinze ans pour changer le monde

Selon la coutume, la conférence accouche d'un magnifique document qui module un programme d'action en plus de 370 «Stratégies prospectives pour la promotion de la femme», avec la volonté de les mettre en pratique pendant les quinze années précédant l'an 2000. Chacun, gouvernement, ONG, organisme spécialisé des Nations Unies, simple femme, peut y trouver «sa stratégie». Si les énergies, les ressources humaines et économiques sont vraiment mobilisées, alors, en l'an 2000, les femmes seront des citoyennes à part entière, partageant à parité les droits et les devoirs de toute être vivant sur la planète, instituant par là même la véritable démocratie, car peut-on parler de démocratie quand les femmes sont si peu présentes dans les parlements et les gouvernements? Cependant, en 1990, il faut déchanter une fois de plus quand, pour faire le point sur l'avancement des travaux, une session d'évaluation est convoquée à Vienne. Les pesanteurs institutionnelles, le poids des traditions, la crise économique sont passés par là et il faut se résoudre à admettre que nous sommes encore fort loin du compte et que dans bien des domaines la condition féminine est plus précaire qu'en 1985.

Pourcentage de femmes analphabètes âgées de 20 à 24 ans



Cent fois sur le métier

Sans baisser les bras, les experts et les organisations féminines se remettent au travail en vue de préparer la IV^e Conférence sur les femmes. Le site de l'événement fait problème : Téhéran était candidat, mais nul n'a très envie d'aller dans ce pays pour tenir un forum sur la condition féminine. Or, dans le calendrier de répartition des grandes conférences, c'est le tour de l'Asie et seule la Chine se propose. Vienne fait bien une timide tentative pour obtenir la tenue de la manifestation, mais les considérations économiques ont la priorité, malgré le baroud d'honneur des ONG, qui renâclent à aller dans un pays où les droits de l'homme et plus encore les droits des femmes sont sans cesse bafoués, quand ils ne sont pas inexistantes. Sourds à ces appels, les gouvernements membres des Nations Unies prennent la décision irrévocable : ce sera à Pékin en septembre 1995.

Réorientation de la stratégie

L'expérience de l'inanité des grandes stratégies mondiales, si elles ne sont pas relayées par des engagements concrets au niveau régional, aide les Nations Unies à innover dans la préparation de ce qui sera la plate-forme de discussion.

- Les thèmes « Égalité, Paix et Développement » sont toujours les mêmes, mais l'accent doit être mis sur « les actions à promouvoir ».
- Chaque État est invité à soumettre un rapport national sur la manière dont les stratégies de Nairobi ont été mises en application et sur l'état de la condition féminine.
- Beaucoup de poids est donné aux conférences régionales, chacune établissant sa propre plate-forme d'action.

Ce qui sera fait : Mar del Plata, Vienne, Dakar, Djakarta et Amman reçoivent les conférences régionales. Chaque fois un forum des ONG a lieu en parallèle et les ONG ont appris à se faire entendre par les instances officielles. Le groupe de pression, l'étude ligne par ligne des documents officiels font partie aujourd'hui du bagage minimum de toute bonne déléguée.

Comme il est normal, la plate-forme préparatoire à Pékin traite de nombreux thèmes inextricablement liés. On présente ici les principales pistes retenues pour être soumises à la discussion.

Quelles doivent être les priorités?

La longue expérience des mécanismes de fonctionnement de la société acquise par les femmes depuis Mexico leur a démontré que, si tous les domaines sont importants, deux d'entre eux sont la clé de tous les autres : la participation au double niveau de la décision politique et de la décision économique. Pourtant, on le sait, la réalité est loin de correspondre à ces exigences.

Participation à la vie politique et au pouvoir de décision

Les femmes ont le droit de vote dans presque tous les pays et le nombre de femmes employées dans le secteur public n'a jamais été aussi élevé. Mais rares sont celles qui ont accès aux plus hautes fonctions, que ce soit dans les domaines politique, syndical, économique, religieux.

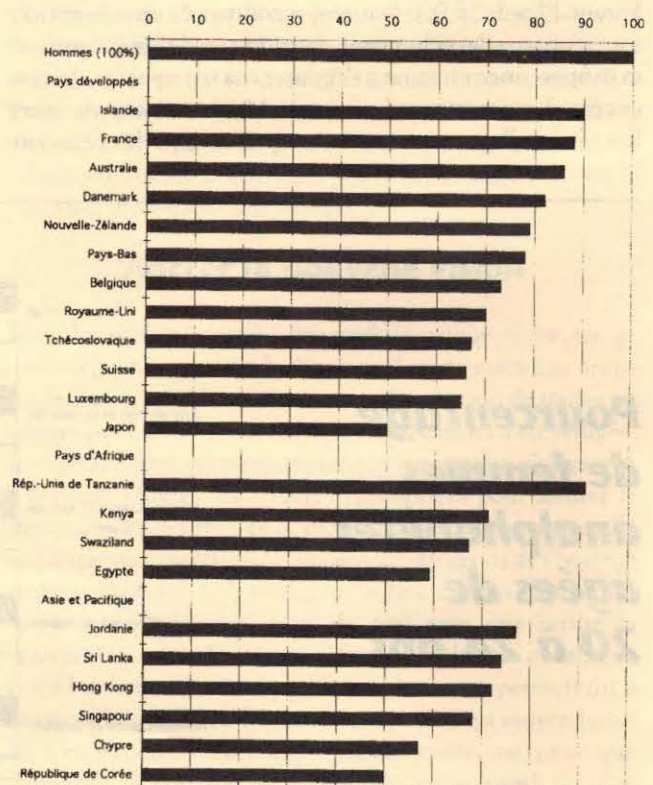
Pauvreté

«Les femmes représentent la moitié de la population mondiale, fournissent les deux tiers des heures de travail, gagnent un dixième du revenu mondial et possèdent moins d'un centième de la fortune mondiale».

Les femmes gagnent moins

LES FEMMES GAGNENT, EN MOYENNE, MOINS QUE LES HOMMES. LES ÉCHANTILLONS PAR PAYS FIGURANT CI-DESSOUS MONTRENT LE SALAIRE MOYEN DES FEMMES EN POURCENTAGE DE CELUI DES HOMMES (1983 / 1987).

Source : *Les femmes dans le monde*.



L'accès au crédit leur est souvent plus difficile qu'aux hommes; dans certains pays, elles n'ont pas la jouissance des fruits de leur travail, les femmes sont les plus pauvres parmi les pauvres.

Instruction

Les taux de scolarisation des filles se rapprochent de ceux des garçons, mais qualitativement et quantitativement la différence est encore immense. Les filles quittent l'école plus tôt que les garçons et la suivent de manière plus irrégulière (il faut aider sa mère).

Et pourtant il existe un rapport direct entre l'alphabétisation et la santé, le pouvoir économique, le taux de fécondité, la famille.

Santé et maternité

«Être enceinte est un pari et accoucher un combat à mort» (proverbe bambara, Afrique de l'Ouest). Ceci est encore vrai pour des millions de femmes. De bons services de santé et de planification familiale sont les préalables indispensables; mais ils doivent s'appuyer sur la responsabilisation des hommes dans tout ce qui touche à la sexualité et à la procréation.

Le tabagisme, l'alcoolisme, le sida ont aussi leurs effets néfastes sur les femmes et par voie de conséquence sur les enfants.

La famille

Même si une des revendications des femmes est d'être considérée en tant que femme et non pas seulement comme mère potentielle, il est impossible de parler de femme sans y inclure la famille. Depuis des siècles, le bien-être de la famille a été la responsabilité de la femme.

Pourtant un coup d'oeil à la société nous permet de voir que partout dans le monde :

- de plus en plus de femmes vivent seules avec leurs enfants en raison du divorce, de la migration, des conflits armés;
- l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle n'est toujours pas trouvé;
- un véritable partage des tâches domestiques et éducatives entre l'homme et la femme reste le plus souvent du domaine du mythe;
- la plupart des sociétés sont de moins en moins favorables à l'enfant : logement trop exigü, peu de places de jeu, politique de la famille insuffisante.

La violence envers les femmes

Aucune région, aucune classe, aucune culture n'est exempte de ce fléau. Ce n'est que ces dernières années que la communauté internationale a admis que cette violence ne

relève pas seulement du domaine privé, mais que c'est un problème de société.

Le travail

Il faut distinguer entre l'emploi non rémunéré et le travail rémunéré. Presque partout le nombre de femmes travaillant hors de chez elles a augmenté, mais cela n'a en rien diminué les heures de travail non rémunéré fournies par les femmes. Les indicateurs traditionnels ignorent cette composante, bien que quelques pays aient mis sur pied un outil statistique pour l'évaluer; en conséquence la plupart des politiques sont établies sans tenir compte des besoins des femmes.

Les femmes souffrent de nombreux handicaps dans ce domaine :

- leur formation est moins complète et moins diversifiée;
- elles sont souvent présentes dans des professions apportant peu de richesse économique, mais une plus-value sociale; en conséquence leurs salaires sont inférieurs (26% en moyenne à ceux des hommes);
- même en tenant compte des facteurs énumérés ci-dessus, il reste une différence inexplicée d'environ 8% entre les salaires masculins et féminins;
- les femmes n'ont pas une carrière qui se déroule de manière continue, puisque la maternité l'interrompt pour des périodes plus ou moins longues.

Trente mille femmes à Pékin

Comme il est désormais traditionnel, un Forum côtoiera la conférence officielle. On y attend plus de 30 000 femmes. Se retrouveront là des femmes de tous pays, de toutes cultures, de tous âges. Elles débattront avec passion de ce qui fait leur vie au quotidien, mais aussi de leur vision d'un monde où «Égalité, Paix et Développement» seront la mesure de tout. Dans l'enceinte de la Conférence elle-même, les représentantes des ONG suivront les débats avec attention dans la partie réservée aux ONG, mais aussi sur les bancs officiels, car nombre d'entre elles ont été appelées pour apporter leur expertise aux délégations gouvernementales. Elles y apporteront aussi les recommandations et les amendements issus du Forum; elles proposeront des amendements aux visions technocratiques, elles interpellent les États pour qu'enfin soient tenus les engagements de 1945.

Un bilan contrasté

Au moment où ces milliers de femmes veulent s'asseoir pour travailler ensemble à Pékin, c'est-à-dire après vingt ans d'action des Nations Unies au service de la promotion de la condition féminine, quel bilan peut-on tirer?

Certes, rien n'a fondamentalement changé au niveau des réalités; simplement aujourd'hui aucun gouvernement, aucun chef d'entreprise n'oserait dire que la question féminine n'est pas vitale pour l'avenir du monde. Mais qu'en

pensent-ils réellement? La question reste posée, si grand est l'écart entre les promesses et les réalisations. Sur de nombreux terrains, les femmes rencontrent toujours devant elles des **obstacles quasi-insurmontables** :

- les fondamentalismes s'exacerbent un peu partout dans le monde et les femmes risquent d'en être les premières victimes;
- la crise économique et structurelle remet en question l'emploi des femmes et d'une manière générale leur place dans la société. De manière latente, la tentation de les renvoyer à la maison est toujours là;
- les difficultés structurelles : divorces, drogue, etc. sont encore trop souvent attribuées à la « désertion du foyer par les femmes »!
- la volonté légitime d'une nécessaire maîtrise de la fécondité et de la sexualité a quelquefois débouché sur la licence et un droit à l'avortement automatique.

Cependant ces blocages mis à la promotion des femmes sont loin de recouvrir la totalité du devenir féminin. **À côté des parties d'ombre se dégagent des quartiers de lumière** que les femmes ne cessent d'élargir. Ainsi :

- au plan international, il y a eu une reconnaissance sans ambiguïté que les droits de la femme ne relèvent pas du domaine social mais sont une partie intégrante des droits humains. On pourra dire en français que « les droits de la femme sont fondamentalement des droits de l'homme »;
- la violence envers les femmes ne ressort pas seulement de la sphère privée, mais interpelle la société tout entière;
- la parité homme/femme, dans le respect des différences, est la clé de voûte de tout progrès social, économique, politique, culturel;
- dans tous les pays où les hommes et les femmes ont accès à une véritable éducation sexuelle et à la contraception le nombre des avortements ne cesse de diminuer. Et s'il y a quand même avortement, il est fait dans des conditions sanitaires respectant l'intégrité physique des femmes. Il y a certes encore beaucoup à faire pour qu'il ne soit jamais nécessaire de recourir à cette mesure extrême, mais nous sommes sur le bon chemin... n'en déplaise aux censeurs.

S'agissant des organisations de femmes :

- vingt ans de militantisme nous ont appris à nous respecter, à travailler ensemble malgré nos différences et nos désaccords;
- nous avons mis au point des stratégies pour être entendues sinon écoutées;
- nous savons que le temps travaille pour nous, car la situation mondiale devient si complexe, si dangereuse qu'il serait suicidaire de continuer à ne pas tenir pleinement compte d'une moitié de l'humanité;
- à Pékin, nous exigerons un véritable plan d'action, pas seulement de belles promesses.

C'est avec les **Mères de la Place de Mai** qu'il faut conclure cette présentation de la préparation de la Conférence de Pékin, car les femmes, dont le caractère aura été forgé par toute ces années de lutte, ne sont pas près d'oublier le message de courage et d'espoir que ces combattantes adressent à leurs soeurs :

*Même si tu sens la fatigue,
Même si le triomphe t'abandonne,
Même si une erreur te fait mal,
Même si une trahison te blesse,
Même si une illusion s'éteint,
Même si la douleur te brûle les yeux,
Même si on ignore tes efforts,
Même si l'ingratitude en est la paie,
Même si l'incompréhension coupe ton rire,
Même si tout a l'air de rien,
RECOMMENCE!*

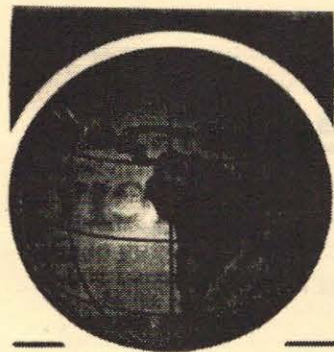
Petit post-scriptum à l'intention des hommes :

L'intitulé de la rencontre de Pékin est « IVe Conférence sur les femmes », alors que les précédentes étaient pour les femmes. Nous espérons vivement que la nuance ne vous échappera pas et que vous serez nombreux à venir avec nous jeter les bases d'un nouveau partenariat, d'une nouvelle relation entre homme et femme. Comme Jean-Paul II dans d'autres circonstances, nous vous disons : « N'ayez pas peur ! »

Dernière heure : «Le gouvernement chinois a-t-il peur des femmes?»

Devant la ténacité des ONG féminines qui, depuis deux ans, continuent inlassablement à demander que, selon la tradition des Forums de Mexico en 1975 et Nairobi en 1985, la participation au Forum des ONG à Pékin soit assurée à toutes les femmes qu'elles soient féministes, religieuses, mères au foyer ou homosexuelles, de gauche ou de droite, Tibétaines ou Taïwanaises, etc. soudain, le 31 mars 1995, le gouvernement chinois découvre que les installations promises depuis deux ans pour accueillir 30 000 femmes, installations visitées par plusieurs délégations d'ONG et jugées conformes, installations vantées encore le 15 mars à New-York par notre homologue chinoise lors de la dernière Commission préparatoire, n'offrent pas toutes les garanties de sécurité requises. D'autres lieux sont gracieusement mis à disposition... mais ils ne peuvent accueillir que 2 à 3 000 femmes et sont distants d'environ 50 km de la conférence gouvernementale. Les femmes sont-elles plus redoutables que 180 gouvernements souverains ou sont-elles plus courageuses, à moins qu'elles ne soient sourdes aux sirènes de l'économie?

Maryse Durrer est Vice Présidente de l'UMOF, Présidente de la Région Europe.



NOTICIAS **aliadas**

VOL. 32, NO 23 – JUNIO 22, 1995

FEMMES en marche

LES DROITS HUMAINS DES FEMMES SONT VIOLÉS QUOTIDIENNEMENT DANS TOUS LES COINS DE LA RÉGION. MÊME SI DE GRANDS PAS ONT ÉTÉ FAITS DANS CE LONG CHEMIN DE LA PRÉVENTION DES ABUS ET DE LA DISCRIMINATION CONTRE LA FEMME, IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE. AUSSI LONGTEMPS QUE LES FEMMES N'AURONT PAS LE POUVOIR DE DÉCIDER DANS TOUT CE QUI LES AFFECTE COMME PERSONNES ET ACTRICES SOCIALES, NOUS NE POURRONS PAS CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE.

Pour une justice de genre

ELSA CHANDUVI JAÑA, RÉDACTRICE EN CHEF DE NOTICIAS ALIADAS

IL NE MANQUE QU'UN LUSTRE POUR LE TROISIÈME MILLÉNAIRE ET IL Y A SEULEMENT DEUX ANS QUE LES FEMMES ONT OBTENU QUE LEURS DROITS SOIENT CONSIDÉRÉS COMME DES «DROITS HUMAINS».

«Les droits humains de la femme et de la petite fille sont partie inaliénable, intégrante et indivisible des droits humains universels», déclare le document final de la Conférence mondiale des droits humains de l'ONU qui s'est tenue à Vienne en 1993.

Toutefois, les femmes à cause de leur sexe continuent à être les plus pauvres parmi les pauvres et la majorité parmi les victimes des déplacements forcés et de la violence. Elles continuent à souffrir de l'inégalité dans le travail et devant la loi, et on leur refuse toujours le droit d'accéder à la propriété de la terre ou au crédit bancaire.

Est-ce que les familles, les centres de travail et d'études, les gouvernements et les sociétés ont besoin d'autres conférences mondiales, d'autres clauses constitutionnelles, d'autres lois et d'autres conventions pour se rendre compte que les femmes, comme telles, ont des droits spécifiques qui doivent être inclus dans l'ensemble des droits humains?

Il semble que oui. Si les formes d'oppression contre la femme n'existaient plus, on n'aurait pas besoin d'une IV^e Conférence mondiale des femmes qui aura lieu en septembre prochain à Beijing, en Chine. Ce n'est pas par hasard que les ONG latino-américaines et des Caraïbes brandissent le mot d'ordre «À Beijing, on veut plus que des mots», car malgré l'avancement au niveau des lois internationales et nationales qui reconnaissent que les droits des femmes et des enfants ont besoin d'une protection spécifique, ces lois demeurent lettre morte dans la majorité des pays.

Le gouvernement équatorien a voté en 1981 la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la femme. Toutefois, l'inégalité salariale persiste. Le revenu moyen mensuel des hommes est 15% plus élevé que celui des femmes et dans le secteur informel urbain la différence s'élève à 45%, selon les renseignements de l'ONU. «Les femmes sont les victimes invisibles des années 90», affirme Amnesty Internationale dans son rapport «Les droits humains, un droit de femme». «Si les violations envers les femmes continuent à ramper tel un serpent dans les hautes herbes, c'est en grande partie, parce qu'elles demeurent cachées», ajoute le document.

De là l'importance et la nécessité d'événements comme la

Conférence de Beijing qui a comme axes la paix, l'égalité et le développement.

Il n'y a pas de doute que cette mobilisation et cette rencontre si vaste des femmes à Beijing soient importantes parce qu'elles constituent un espace de manœuvres irremplaçables pour ceux et celles qui cherchent à atteindre une justice de genre sur la planète.

Mais, «ce n'est pas là une prolongation du mouvement des femmes, affirme Irene León de l'Équateur, ni une alliée naturelle des femmes, sinon un centre de pouvoir où se rencontrent principalement ces mêmes gouvernements qui n'ont presque rien fait pour atteindre l'égalité entre les genres dans leurs pays respectifs.»

Le mouvement des femmes et le féminisme sont conscients que pour obtenir que les droits humains deviennent droits de toutes les personnes, elles et leurs organisations doivent se transformer en sujets politiques au niveau national, régional et international.

La citoyenneté totale est un droit fondamental des femmes, affirme Virginia Vargas, coordonnatrice des ONG d'Amérique latine et des Caraïbes pour le Forum de Beijing. C'est le droit d'avoir une participation marquante dans la prise de décisions des politiques qui les concernent.

«Nous aussi nous existons, donc nous devons prendre part au développement de notre pays», dit aux hommes et à l'État Segunda Castrejón, cheffe des groupes de paysannes de Cajamarca, dans la sierra du Nord péruvien.

«Nous n'avons droit à presque rien. C'est comme si on ne voulait pas que nous fassions partie du Pérou et c'est injuste», ajoute l'Aymara María Maquera, de Puno, dans le sud des Andes péruviennes.

Pour obtenir qu'on tienne compte d'elles comme protagonistes politiques, les femmes politiques doivent faire face à une lutte permanente – personnelle, privée et publique – pour transformer le lieu et le rôle qui sont assignés à la femme.

«Pour construire la citoyenneté nous, les femmes, devons

vivre un double processus : gagner des revendications au plan social, politique, économique et culturel et nous transformer nous-mêmes, en arrachant de notre mentalité la soumission acceptée depuis tant d'années», soutient Olga Amparo Sánchez, du Réseau de la santé des femmes latino-américaines et caraïbes.

Durant les vingt dernières années, les organisations de femmes de toutes sortes qui se sont créées dans la région sont innombrables. Elles ont donné lieu à une sortie massive à la sphère publique. Toutefois, les patrons sexistes continuent à se reproduire dans le domaine privé, dans la famille et dans la sphère publique, par exemple, au niveau de l'emploi.

La Constitution paraguayenne établit l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Toutefois, il y a des entreprises qui font de la discrimination contre les femmes à cause de leur sexe. C'est le cas de la Compagnie des aciers du Paraguay qui n'accepte pas que les élèves du Collège technique national réalisent des stages dans leur entreprise simplement parce qu'elles sont des femmes.

Dans le privé aussi il y a plusieurs changements à réaliser afin de niveler le chemin vers un monde de solidarité entre

femmes et d'équité entre les femmes et les hommes, en tenant compte que la femme sert aussi à transmettre sa propre discrimination. Mais cela n'est possible que par le renforcement de l'estime de soi de la femme et par la mise en place d'un autre modèle de famille.

Cela signifie une lutte au sein même de la famille. Cette lutte ne dépend pas seulement du fait que de plus en plus de femmes et d'hommes prennent conscience de la condition d'oppression de la femme, mais dépend aussi de l'application des lois qui défendent leurs droits comme par exemple la condamnation de la violence contre elles, en particulier de la violence domestique.

Une plus grande participation politique de la femme n'est pas non plus en soi une garantie que les revendications féministes reçoivent un meilleur accueil. Le Nicaragua possède l'unique femme d'Amérique latine à occuper le fauteuil présidentiel mais depuis cinq ans que Violeta Chamorro est à la tête du gouvernement, la situation de la femme n'a fait qu'empirer. Et comme si cela n'était pas suffisant, le Nicaragua est un des rares pays qui fait pression pour qu'à la conférence de Beijing on ne touche pas le thème de la liberté de reproduction.

(Suite à la page 12)

Le genre en tant que concept social¹

Pendant des siècles, on a cru que les caractéristiques présentées par les femmes et les hommes étaient naturelles et inaltérables, déterminées par les différences biologiques ou divinement décrétées. Ces caractéristiques incluent à la fois les idées et les valeurs considérées comme étant féminines ou masculines (les femmes sont émotives, les hommes rationnels) et un ensemble de comportements, d'aptitudes et de pratiques (les femmes font la vaisselle, les hommes travaillent avec des machines).

Bien avant la Décennie des femmes, la recherche interculturelle a démontré que, plutôt que d'être prédéterminées ou naturelles, ces caractéristiques sont engendrées et créées par la société. Nous recourons au terme *genre* pour décrire les caractéristiques déterminées par la société et au terme *sexe* pour décrire celles qui sont déterminées biologiquement (principalement, l'aptitude des hommes à féconder et celle des femmes à mettre au monde les enfants). (...)

Les rapports et identités de genre ne sont pas universels, mais varient selon les cultures et parfois selon les collectivités. Ils sont dynamiques et changent avec le temps. (...) Comprendre que les genres sont définis par la société a un effet libérateur puisque nous pouvons changer ce que nous avons créé; peut-être lentement, non sans lutte ou douleur, mais toujours avec espoir. (...) Nous pouvons encourager les gens à créer des rapports qui favorisent l'acquisition de pouvoir (*empowering*) au lieu d'être oppressifs. Des rapports qui constituent en somme une force constructive dans le monde. (...)

¹ Extrait de «Un autre genre de développement : un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement. CCCI, AQOCI, Centre international Match. Ottawa, 1991

L'idéologie patriarcale cisèle les mentalités des femmes et des hommes dès le moment de leur naissance. Obtenir que le concept de genre imprègne la société dans son ensemble est une tâche ardue. Actuellement, le Vatican et d'autres forces conservatrices ont commencé à remettre en question le concept du genre qui apparaît souvent dans les documents de l'ONU se référant à la thématique de la femme.

Le document de base pour Beijing invite les gouvernements à mettre en place des programmes de développement «dans une perspective de genre». Pour le Vatican et ses alliés, il ne devrait pas y avoir de différence entre genre et sexe et ils affirment que par ce mot genre on donne une autre connotation pour cacher certains aspects de la vie sexuelle comme l'homosexualité, le lesbianisme et la bi-sexualité qu'ils ne sont pas prêts à accepter.

Le mot «genre» est un apport du féminisme au mouvement de femmes et se réfère à l'élimination de l'attribution des rôles selon le sexe. Ce concept contient implicitement la possibilité de changement vers une société plus égalitaire et plus juste.

D'autre part, s'il est vrai que le nombre d'organisations de défense des droits des femmes a augmenté énormément dans les deux dernières décades, dans les faits c'est une minorité de femmes qui se constituent les porte-voix de la grande majorité, de toutes celles qui souffrent de discrimination à cause de leur race et leur statut social, et parfois entre les femmes elles-mêmes.



MEDIO AMBIENTE

Les femmes qui vivent dans les bidonvilles, les indigènes, les noires, les paysannes, les travailleuses doivent chercher à acquérir du pouvoir à l'intérieur de leurs propres mouvements de femmes, afin qu'elles-mêmes prennent la parole dans les forums nationaux et internationaux, et qu'elles-mêmes assument la direction de leurs mouvements.

Pendant que sont réalisés des événements internationaux, nationaux et locaux qui réfléchissent et font pression en faveur des droits des femmes, celles qui ont le moins de moyens en Amérique latine se mettent à organiser des cantines populaires, des garderies infantiles, des centres de santé et de petites entreprises génératrices de revenus.

Ces organisations surgissent de la nécessité pour les femmes de palier au manque de services de base pour elles et leurs enfants, surtout dans le domaine de la santé reproductive et dans l'alimentation. Leur travail au-dehors de la maison est circonscrit aux mêmes tâches domestiques qui se réfèrent à l'alimentation, à la santé, au soin des enfants avec la différence qu'elles le font en groupe.

Dans bien des cas toutefois, ces initiatives autonomes sont accompagnées d'ateliers de formation sur les droits de la femme qui contribuent à leur faire prendre conscience de leur situation.

La tendance à constituer ce type d'organisations s'accroît à cause des politiques d'ajustements économiques appliquées par les gouvernements de la région qui ont comme conséquence une diminution des dépenses publiques. Il arrive même souvent que les programmes sociaux des gouvernements retombent sur les épaules des femmes.

Cela constitue un défi pour leurs organisations, car le poids du travail quotidien finit souvent par gruger le temps de la réflexion.

De plus, la réduction des revenus familiaux comme conséquence de ces politiques oblige la majorité des femmes à chercher d'autres sources d'emploi, ce qui souvent leur fait perdre des acquis.

Il est donc important qu'à tous les niveaux on reconnaisse que les femmes font partie d'un groupe de personnes écrasées et que le sont encore davantage celles qui à cause de leur race sont encore plus discriminées.

Pour se rendre «visible», le mouvement social des femmes doit se convertir en acteur politique de son propre changement et il est impérieux que ce mouvement réunisse toutes les femmes, sans distinction d'occupation, de croyance, de classe, de race ou de d'orientation sexuelle.

Mais tant que la femme continuera d'être l'esclave de la survivance économique il sera difficile que ses droits soient respectés, et nous ne pourrions parler d'une justice de genre.

Être femme et faire de la politique

LUCIEN CHAUVIN, ÉDITEUR ASSOCIÉ DE *LATINAMERICA PRESS*

MÊME SI LES FEMMES ONT GAGNÉ DES PLACES DANS LES STRUCTURES POLITIQUES LATINO-AMÉRICAINES, QUELQUES-UNES NE SE DIFFÉRENCIENT PAS BEAUCOUP DES POLITICIENS TRADITIONNELS.

«La place de la femme, c'est son foyer avec sa famille», tel est l'un des commentaires entendu lors d'une rencontre qui s'est tenue à Lima sous les auspices de l'ONU pour commémorer la Journée internationale de la femme.

Mais ce commentaire ne venait pas d'un homme qui voulait que sa femme reste dans la cuisine mais bien de Martha Chávez, membre du Congrès péruvien sous la bannière de la coalition officielle Cambio 90-Nueva Mayoría («Changement pour les années 90-Nouvelle majorité») réélue avec la plus forte majorité au Congrès qui siège depuis juillet.

Précisément, distinguer la femme politique de celle qui fait de la politique est un des principaux défis auxquels doivent faire face les femmes de toute la région alors qu'elles se préparent à la IV^e Conférence mondiale des femmes.

Depuis la première conférence des femmes de l'ONU il y a 20 ans à Mexico, les latino-américaines et les femmes des Caraïbes ont réalisé quelques progrès sur les structures traditionnelles politiques latino-américaines. Mais, même si la présidence du Nicaragua, le secrétariat d'État de Haïti et 25% des sièges du Congrès argentin sont occupés par des femmes, cela ne signifie pas qu'on ait donné une plus grande importance aux thèmes sur la femme.

Les droits à la liberté reproductive, par exemple, continuent à être un des principaux thèmes de préoccupation des groupes de femmes, sauf pour les femmes engagées dans la politique. L'avortement est toujours illégal dans presque tous les pays d'Amérique latine et aux Caraïbes et les forces conservatrices continuent à exercer des pressions pour que la situation se maintienne. La présidente nicaraguayenne Violeta Chamorro a une attitude intransigeante face à l'avortement.

Selon Virginia Vargas, coordinatrice pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour le forum des ONG à Beijing, les femmes ne parviendront jamais à l'égalité si les droits à la liberté reproductive et à la sexualité ne sont pas considérés comme des droits de base.

«La prise de pouvoir des femmes concerne aussi les droits à la liberté reproductive et à la sexualité. Cela a troublé le Vatican, spécialement dans notre région où nous n'avons pas de gouvernements laïcs. La séparation entre l'Église et l'État n'existe pas», a-t-elle dit.

Les membres de la délégation hondurienne à la Conférence de Beijing se sont déclarées fortement contre l'inclusion de propositions garantissant les droits à la liberté reproductive des femmes.

L'une d'entre elles, Marcha Lorena Casco a protesté contre les intentions de sortir la femme de son rôle traditionnel au foyer. Casco est très liée aux secteurs conservateurs de l'Église catholique qui ont réussi à bloquer le débat sur les droits à la liberté reproductive à la dernière réunion préparatoire à la conférence de Beijing qui a eu lieu en avril à New-York.

En Argentine, les femmes ont obtenu 25% des sièges au Congrès lors des élections du 14 mai, plaçant ce pays juste après la Norvège et l'Islande en terme de représentativité féminine.

Cette représentation élevée est due à un quota imposé par la loi et qui oblige les partis politiques à inclure des femmes aux premiers postes de leurs listes. Avant que la loi ne soit approuvée il n'y avait que 7 femmes au Congrès de 257 membres; maintenant elles sont 64.

Les groupes de femmes, même si elles sont heureuses du nombre de femmes élues, demeurent sceptiques sur les changements qui pourront se produire au sujet des thèmes concernant les femmes.

«Le fait que les femmes forment 25% du Congrès c'est très bien, mais personne ne pourra me convaincre que ces femmes pourront approuver un agenda de travail sur l'égalité des genres», a expliqué la sociologue Elizabeth Jelin.

«Si les femmes élues font des propositions qui vont contre les droits à l'égalité des femmes ou si elles votent contre les droits du contrôle des naissances, leur présence au Congrès n'apportera aucune garantie», a-t-elle ajouté.

Au Pérou, les femmes dans le Cabinet du président Alberto Fujimori et au Congrès ont été celles qui ont défendu le plus ardemment la politique néo-libérale du gouvernement.

Dans plusieurs pays latino-américains et dans les Caraïbes, les femmes politiques sont arrivées à avoir un impact en proposant et en faisant approuver des lois contre la violence domestique. Seulement depuis le début de 1995, des lois de

ce genre ont été adoptées en Argentine, en Bolivie, en Équateur et au Panama.

Un projet de loi présenté au Parlement panaméen considère la violence domestique et le viol comme des délits qui doivent être punis. La législation actuelle de Panama établit que les crimes sexuels peuvent être punis seulement si la victime peut prouver qu'il y a eu pénétration. «Un homme est condamné plus sévèrement quand il vole un vache que quand il viole une femme», a dit Teresita Yanis, présidente de la Fondation panaméenne pour la promotion de la femme.

Même si les lois contre la violence domestique gagnent du terrain, la Congressiste péruvienne Lourdes Flores Nano qui a élaboré cette législation au Pérou considère que les lois ne sont pas suffisantes mais «qu'il n'existe pas non plus une volonté politique pour que la norme soit appliquée». Pour Anjali Acharya, chercheuse de Worldwatch Institute aux États-Unis, la clé c'est l'éducation.

«L'éducation est le moyen le plus efficace pour promouvoir la conscience politique chez les femmes et par le fait même pour changer les préjugés contre sa participation en politique», a-t-elle assuré.

Honduras

Vie et poèmes de Jeanne la Folle

THELMA MEJÍA

ELLE A ÉTÉ NOVICE, MÈRE ET PROSTITUÉE. IL S'AGIT DE MARGARITA PAVÓN, CONNUE AU HONDURAS COMME «JEANNE LA FOLLE», UN MYTHE FÉMININ AU SEIN DE LA POÉSIE NATIONALE.

Avec sa démarche posée, son corps maigre et avec ses frisettes toujours en broussaille, «Jeanne la folle» est une femme de 49 ans qui a lutté pour survivre dans un milieu écrasé par «l'obscurantisme» comme elle le qualifie.

Cet obscurantisme l'a menée à entrer au noviciat à une certaine époque, à cause, dit-elle, de la mort soudaine de ses parents qui ont péri quand elle était bébé. Son père adoptif est mort quand elle était adolescente et sa mère adoptive a décidé de lui enlever son nom de famille pour s'éviter des problèmes d'héritage.

Avec de tels antécédents, Janeth, Margarita ou Juana, les trois noms qu'elle a portés, est entrée dans la poésie hondurienne mais sous une bannière différente : revendications de la femme.

Toutefois, à cause de sa façon particulière de réclamer justice, on l'appelle «Jeanne la folle» car, sans déguisement ni préjugés, elle est capable après avoir avalé quelques verres de se déshabiller en public et de dire ce qu'elle croit être sa principale vertu : la vérité.

Pour elle, les qualificatifs des gens «n'ont aucune importance parce que dans ce dernier cas ma folie est «divine», elle l'a toujours été et je continuerai à être une femme rebelle qui n'aime pas les entraves d'aucune sorte». Derrière cette fermeté dans ses paroles, Jeanne cache une peine très profonde qu'elle essaie d'alléger avec l'alcool ou en composant des vers pour ceux qui avec mépris aiment appeler les femmes «ces choses».

Et précisément c'est «Nous, ... ces choses», le thème qui l'a

rendue célèbre comme poétesse féminine parce qu'elle raconte crûment les différentes formes sous lesquelles l'homme voit la femme, comme la travailleuse à la maison, la mère, l'amante et la prostituée.

Dans le poème elle admet que peu importe la position sociale de la femme, pour les hommes celle-ci continuera à être une «chose à utiliser»... dans des sociétés hautement machistes et conservatrices comme celle du Honduras.

Sa dernière oeuvre, «Exacte» est quelque chose comme le reflet de la vie et des chagrins de Jeanne. «Exacte» montre que la femme est «vraiment folle parce que les coups sont nés avec toi» et que dans cette marche et cette recherche pour la vie, «tu es frappée par le froid, la faim et ensuite c'est un chauffeur de taxi, un soldat et d'autres et d'autres encore qui te frappent...».

Révoltée, dans son travail Jeanne combine grossièrement le romantisme avec une réalité qui reflète la forme de vie de la majorité des femmes honduriennes, dominées par le machisme.

Dans ses vers, Jeanne met son âme, son coeur et un sentiment de culpabilité pour avoir dû donner en adoption ses deux fils dont elle était incapable de s'occuper.

«J'ai passé par tant de misères et tant de mauvais traitements que si je vis encore c'est parce que réellement j'aime la liberté et que je considère qu'il vaut la peine de lutter pour que la femme occupe une place digne, même si parfois mon comportement n'est pas perçu ainsi», a-t-elle dit.

«Moi, la pire de toutes»

DIEGO CEVALLOS, IPS

TROIS CENTS ANS APRÈS SA MORT, L'OEUVRE DE SOEUR JUANA INÉS DE LA CRUZ, LA PLUS GRANDE POÉTESSE DU MEXIQUE, INTÉRESSE TOUJOURS.

Auteur de plusieurs textes en espagnol, en latin et dans sa langue maternelle le nahuatl, soeur Juana Inés de la Cruz, morte il y a exactement 300 ans, a défié la société de son époque où la femme était marginalisée pour sa prétendue débilité et sa faible intelligence. Elle est devenue une des Mexicaines de grand rayonnement mondial.

Après trois siècles, on continue toujours de discuter des motivations intellectuelles de Soeur Juana, des raisons pour lesquelles elle a dû choisir la vie religieuse, de ses expériences et même de l'authenticité de nombreux textes publiés ces dernières années au Mexique et à l'étranger.

«Avec Octavio Paz (Prix Nobel de Littérature) soeur Juana est la figure la plus universelle qu'ait produit le Mexique. Même si elle est morte il y a trois siècles ses oeuvres continuent à être lues et rééditées», signale Margo Glantz, coordinatrice d'une chaire universitaire sur l'oeuvre de la religieuse.

La vie de la poétesse, qui a été analysée par des dizaines d'intellectuels se présentant maintenant comme «les spécialistes de Soeur Juana», a inspiré de grands films et même de petites pièces de théâtre, des activités artistiques, des marches contre le machisme et les injustices sociales.

Les experts assurent que Soeur Juana est entrée au couvent à 20 ans pour se développer intellectuellement car, dans le monde «profane» de son époque, cela était impossible. Elle en est venue à maîtriser six langues et elle fut une autorité dans des matières comme la théologie, la philosophie, l'astronomie, les mathématiques, la musique et la peinture.

Couplet

*Vous êtes bêtes, vous les hommes qui accusez
la femme sans raison,
sans voir que vous êtes l'occasion
de la faute même dont vous l'accusez :
si avec une convoitise sans égale
vous attirez son mépris
pourquoi voulez-vous qu'elle fasse le bien
si vous l'incitez au mal?*

«Je suis entrée au couvent pour acquérir la véritable liberté d'esprit», a écrit soeur Juana. «Je n'estime ni les trésors, ni les richesses. J'éprouve plus de contentement à mettre des richesses dans mes pensées que ma pensée dans les richesses».

Selon Glantz, la religieuse était considérée «comme un personnage monstrueux parce qu'elle était une femme et à cause de son intelligence prodigieuse. Mais elle a été géniale, elle a su manifester ses désaccords d'une manière très subtile, maniant les codes d'un discours autoritaire qu'elle a transgressés avec une

extraordinaire finesse».

Au moment de mourir de la peste, Soeur Juana a exigé l'épithète suivante : «Je supplie pour l'amour de Dieu et de sa très Pure Mère que mes bien-aimées soeurs me recommandent à Dieu parce que j'ai été et je suis la pire des religieuses. À toutes, je demande pardon pour l'amour de Dieu et de sa Mère. Moi, la pire au monde».

JE M'ABONNE AU CAMINANDO

JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

Argentine

«Home, sweet home...»

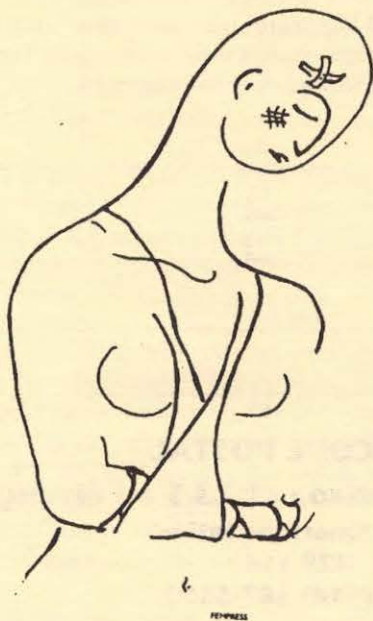
VALERIA A. BELLORO

APRÈS DIX ANS D'ATTENTE, EN DÉCEMBRE 1994, LA LOI CONTRE LA VIOLENCE DOMESTIQUE EN ARGENTINE QUI VISE À PUNIR LES MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES CONTRE LA FEMME ET LES ENFANTS A ÉTÉ APPROUVÉE.

María Julia est une femme de 34 ans qui participe depuis deux ans à un groupe de personnes victimes de la violence domestique. Elle mesure plus de 1,70 m et doit peser 90 kg. Avec la stature physique qu'elle a, il est difficile de croire qu'elle vit soumise à un mari agresseur.

«Je me suis mariée avec un type qui paraissait sensationnel, mais quand j'étais enceinte de notre premier fils, il a commencé à me frapper. Nous nous sommes séparés plusieurs fois, nous avons suivi une thérapie de couple. Réellement j'ai cru que cela ne se produirait pas de nouveau. Mais un jour, en revenant de mon travail, j'ai vu qu'il avait frappé un de mes fils. Le coup de pied qu'il lui a donné dans le dos l'a handicapé. Actuellement mon fils n'a plus de sensibilité dans un bras, une jambe et les organes génitaux et il vit en s'injectant de la morphine pour calmer la douleur», a raconté María Julia.

Quand cela s'est passé, la mère a su qu'elle ne pouvait attendre davantage. Elle a voulu entamer des procédures légales, mais l'unique chose qu'elle a pu commencer, c'est une longue liste de démarches bureaucratiques.



«Je suis allée au commissariat de mon secteur, mais on m'a dit qu'on ne pouvait enregistrer la dénonciation. Alors je suis allée au commissariat de la Femme, mais on m'a envoyée au Tribunal des Mineurs. À ce Tribunal, on m'a expliqué qu'il est très difficile d'appliquer la loi et on m'a conseillée d'aller à la télévision afin de rendre mon cas public mais je n'ai pas voulu exposer mon fils qui avait caché l'histoire à ses compagnons de collège», a ajouté María Julia.

Des cas comme celui-là se répètent souvent. Toutefois le panorama pourrait changer à court terme étant donné que le 14 décembre dernier, les Chambres législatives ont approuvé, après une attente de 10 ans, la Loi contre la violence domestique qui cherche à combler le vide juridique qui existait.

La nouvelle loi tient compte de l'abus, physique ou émotionnel, qu'il vienne de n'importe quel membre du groupe familial, qu'il se produise «dans le mariage ou dans les unions de fait.»

La loi condamne le coupable à des peines entre un mois et un an de prison, mais l'objectif c'est que l'agresseur reçoive un traitement et qu'il puisse réintégrer le groupe familial quand il aura réglé son problème. Entre temps, le juge pourra obliger l'auteur des actes de violence familiale à quitter le foyer ou lui interdire l'accès aux lieux de travail ou d'étude de sa victime.

La loi accorde au juge le pouvoir de garantir à la victime qu'elle pourra retourner au foyer, au cas où elle aurait fui pour sa sécurité personnelle. Le temps que durera ce processus, la famille pourra recevoir un appui économique de la part du tribunal et une assistance psychologique.

Pour Virginia Franganillo, titulaire du Conseil national de la femme, «cette loi est une première mesure. Il reste à voir si on s'en servira et si elle corrigera réellement la situation présente.

Des lois, pourquoi faire?

THAÍS AGUILAR

L'INCOHÉRENCE DES LOIS AU COSTA RICA FAIT QUE LES FEMMES FINISSENT PAR SE SENTIR COUPABLES DES ACTES DE VIOLENCE DONT ELLES SOUFFRENT.

Après avoir été séparé de sa femme et avoir reçu deux amendes pour abus physique et psychologique, Carlos Luis Araya Boza, 30 ans, a étranglé son ex-compagne Lorena Salazar Vargas, infirmière de 34 ans et mère de trois enfants. Lorena, comme plusieurs autres femmes du Costa Rica a eu recours plusieurs fois aux tribunaux pour dénoncer la violence dont elle était victime. Elle n'a pas été entendue.

Selon l'organisation non-gouvernementale CEFEMINA, qui dirige un projet de protection pour les femmes agressées, quatre femmes qui avaient porté plainte pour violence domestique dans ce Centre de 1994 à ce jour sont mortes de la main de leurs agresseurs.

Pour ce qui est des femmes toujours vivantes, des lésions indélébiles dans la figure ou sur d'autres parties du corps sont la preuve aveuglante de la violence qu'elles ont vécue.

Un groupe d'avocates et d'universitaires ont étudié récemment les lois et les politiques concernant la femme au Costa Rica. Elles sont arrivées à la conclusion que malgré l'existence de plusieurs normes qui protègent et surveillent l'intégrité physique des femmes du Costa Rica, la bureaucratie, le manque de sensibilité et la méconnaissance des lois en vigueur de la part des avocats, de la magistrature et des juges, de même que le manque d'information des

citoyens les rendent peu opérationnelles.

De même, la contradiction entre le contenu des lois et l'application adéquate de celles-ci par la police et le système judiciaire est flagrante comme l'a constaté l'avocate Zaira Salazar Castro de la Délégation de la femme, fondée en 1990.

Il arrive souvent que dans des cas d'agression domestique, la police refuse d'entrer pour défendre la victime disant qu'elle a besoin d'un ordre de violation de domicile pour pénétrer dans la maison.

Ana Garita, du conseil de direction de l'Ordre des avocats du Costa Rica, a dénoncé la loi qui expose la femme et ses enfants victimes de violence à un jugement oral et public et autorise la présence des médias. Cette exposition inutile vient renforcer un manque d'estime de soi et finit par faire croire aux femmes qu'elles sont les principales coupables des agressions dont elles souffrent.

Par conséquent, l'Association du Costa Rica de Femmes-Juges a fait passer une loi qui a obligé le Pouvoir judiciaire à former son personnel pour les jugements dans les cas d'agression contre une femme. Depuis 1993, on donne des cours sur la manière de traiter ces cas.

Principaux accords internationaux sur les droits de la femme.

- 1946 : Fondation de la Commission de l'ONU sur la condition de la femme.
- 1949 : Accord : Suppression du trafic des personnes.
- 1951 : Accord : À travail égal, salaire égal.
- 1952 : Accord : Droits politiques de la femme.
- 1957 : Accord : Nationalité des femmes mariées.
- 1960 : Accord : Contre la discrimination en éducation.
- 1962 : Accord : Nécessité de consentement et âge minimum pour le mariage.
- 1974 : Déclaration sur la protection des femmes et des filles en cas d'urgence et de conflit armé.
- 1975 : Année internationale de la femme. Début de la décennie de la femme (1975-1985). Ière Conférence sur la femme (ONU).
- 1979 : Accord : Élimination de toutes formes de discrimination contre la femme.
- 1980 : II^e Conférence sur la femme.
- 1985 : III^e Conférence sur la femme.
- 1990 : Campagne des droits humains des femmes.
- 1993 : Conférence sur les droits humains. Déclaration de Vienne et programme d'action.
- 1993 : L'Assemblée générale de l'ONU adopte la déclaration au sujet de la violence faite aux femmes.
- 1995 : IV^e Conférence mondiale des femmes; Forum des ONG.

C'est la société qui fait les prostituées

DAVID WAYNE, ÉDITEUR DE *LATINAMERICA PRESS*

UNE RELATION SEXUELLE ENTRE DEUX PERSONNES CONSENTANTES, EST-CE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE OU SIMPLEMENT UNE FORME DE TRAVAIL? QUELLE QUE SOIT LA DÉFINITION QU'ON DONNE À LA PROSTITUTION, LA VIE DES PROSTITUÉES LATINO-AMÉRICAINES EST UNE RÉALITÉ PÉNIBLE.

Cachée derrière une auto stationnée, vêtue d'une mini-jupe et d'une blouse fluorescente, María Teresa attend que l'auto-patrouille passe pour retourner à son lieu de travail sur un coin de rue.

Petite et mince, longue chevelure ondulée, grands yeux en forme d'amande, dents cariées et geste agressif, son apparence et son attitude parlent des immenses bidonvilles de Lima, de la pauvreté et de la discrimination qui s'y trouvent.

Quelques-unes des prostituées deviennent passives, d'autres agressives et María Teresa a choisi la dernière façon. Solide et sûre d'elle-même pendant qu'elle cherche quelque chose dans son sac à main au premier signal d'un problème, elle ne ressemble pas du tout à une victime.

— «Quel âge as-tu?», lui demande l'interviewer
Elle regarde de haut en bas le client potentiel, essayant de juger ses goûts.

— «Quatorze ans».

— «Non, dis-moi la vérité»

— «Dix-neuf» dit-elle, sans qu'il lui passe par la tête de dire la vérité à un client potentiel. Dure, à la recherche d'une quelconque faiblesse pour augmenter le prix, elle ressemble davantage à une exploiteuse qu'à une exploitée. Mais elle a chez elle, un fils, sa mère, un frère, une photo de son père sur le mur, même si on ne sait pas où il est et elle admet qu'elle pleure souvent la nuit.

Elle est l'unique source de revenus de la famille. Elle passe la majeure partie de la journée à cuisiner, à laver le linge, à prendre soin du bébé et à nettoyer l'unique pièce où vit toute la famille à Villa El Salvador, populeux district du sud de Lima.

María Teresa ne dira pas qui l'a mise enceinte. Seulement qu'il l'a abandonnée. Elle avait 15 ans. Désespérée et avec un enfant, une amie l'a convaincue qu'elle pouvait gagner beaucoup d'argent en travaillant dans un bordel qu'elle a

plus tard abandonné pour travailler à son compte dans les rues.

Dans la hiérarchie du machisme qui divise les femmes en vierges, mères mariées ou prostituées, elle appartient à cette dernière catégorie. La violence quotidienne et les abus dont sont victimes les femmes comme María Teresa ne viennent pas seulement de leurs clients mais d'hommes «honnêtes» pour qui ces femmes ne sont «que des putains» et de la police qui généralement les vole, les maltraite et les humilie. La prostitution est légale au Pérou dans les bordels munis d'une licence, mais la majorité des prostituées travaillent illégalement, sans aucune sorte de droits.

Peut-être en réaction à ce manque de respect, María Teresa ressent un grand besoin de prouver qu'elle est une «bonne mère» et que chez elle, elle n'est pas la personne dure de la rue. Son orgueil nerveux quand elle parle du visage bien propre de son fils contraste avec la dureté dont elle s'arme quand elle travaille.

La société stimule le manque de respect et les abus contre les prostituées après avoir créé elle-même ce rôle pour les femmes, affirme la religieuse maryknoll Rosa Dominga Trapasso, féministe et coordonnatrice du Mouvement «*El Pozo*» («Le puits»), qui travaille avec les prostituées du centre-ville de Lima.

Pour Trapasso, la prostitution est un reflet de la dépendance de la femme et de la pauvre estime de soi. Le problème doit être abordé, signale-t-elle, au niveau de la communauté, en changeant le rôle de la femme dans la société et toutes ces attitudes qui la transforment en objet et amenuisent son estime de soi. Le travail à réaliser avec elles doit mettre l'accent sur le renforcement de sa propre estime.

«Les femmes sont maltraitées sexuellement et émotivement depuis leur enfance. Elles sont conditionnées à se considérer

de moindre valeur que les hommes et par conséquent à accepter l'exploitation et la violence de la part de leurs partenaires masculins», dit-elle.

María Teresa a deux ou trois clients chaque nuit qui lui versent environ 70 soles (autour de 31\$ US) et cela la place au niveau le plus élevé du marché de la prostitution.

Dans les nombreux bordels et les «centres de massage» du centre-ville de Lima, les femmes gagnent 5 soles (2,25 \$ US) ou plus par client et ont des relations sexuelles avec de 1 à 10 hommes par nuit.

Trapasso se souvient avoir travaillé avec des prostituées qui étaient encore actives à 60 ans et d'autres qui recevaient des clients même quelques jours avant leur accouchement. Elle dit qu'aucune femme n'aime ce travail et que la prostitution découle de la «nécessité» pour l'homme d'avoir du pouvoir, de dominer et de violer.

Quand on leur demande pourquoi elles le font, la réponse de ces femmes est toujours la même : par nécessité économique. Les prostituées sont souvent des mères célibataires et vivent dans une société qui offre peu d'alternatives de travail.

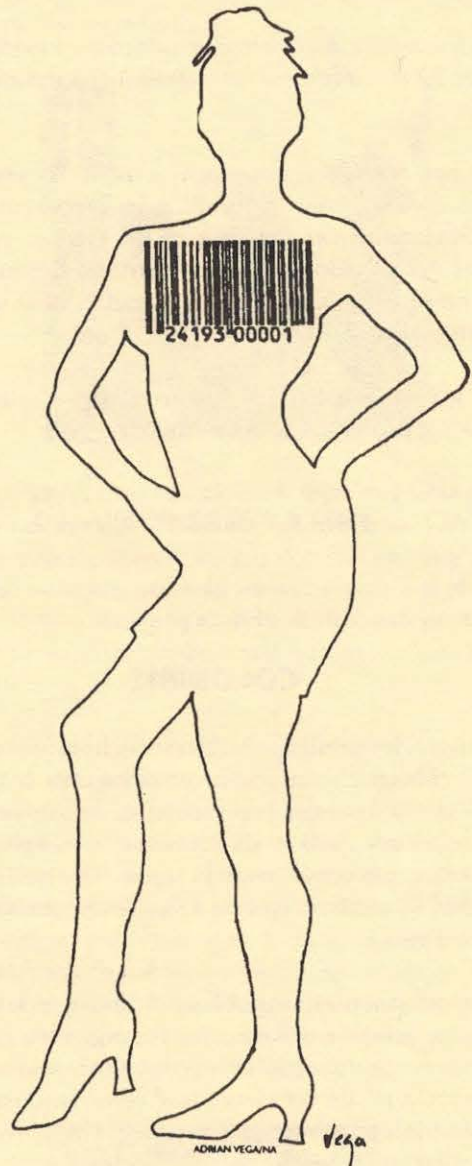
Le chômage et le sous-emploi au Pérou affecte plus de 80% de la population économiquement active. 50% des Péruviens vivent dans la pauvreté, selon la firme de sondages Cuánto S.A..

Les attitudes machistes et la pauvreté ont provoqué l'abandon des femmes et des enfants. Cela est devenu un grave problème. Selon des chiffres officiels, 12% des femmes péruviennes ont eu un enfant avant 18 ans et 50% des enfants d'âge scolaire souffrent, à un certain degré, de malnutrition.

Même si les prostituées sont méprisées, la prostitution elle-même est acceptée. Selon Trapasso, la majorité des jeunes garçons ont leur première expérience sexuelle avec une prostituée, quelques-uns conduits par leur père ou leur professeur à 14 ou 15 ans afin de s'assurer qu'ils grandiront «normalement». Quelques-uns affirment que la prostitution sert à prévenir les viols et à protéger les «bonnes jeunes filles» des urgences masculines.

Dans ce contexte, il est absurde de parler de prostitution comme d'une option volontaire des femmes. C'est plutôt un problème de survie.

«La prostitution n'existe pas à cause de la pauvreté, mais parce que c'est un produit qui peut se vendre», conclut Trapasso.



Un peu partout en Amérique latine

AMÉRIQUE LATINE

Trois femmes sur dix ont leur premier accouchement avant d'avoir 20 ans, affirment les organisations féminines de la région.

«Plusieurs femmes commencent à avoir des enfants très jeunes. Avant d'avoir 18 ans, 12% des Péruviennes et 28% des Guatémaltèques ont déjà eu un premier enfant», a affirmé Adriana Gómez, représentante du Réseau de santé des femmes latino-américaines et caraïbes, dont le siège est à Santiago du Chili.

«Plus le pays est pauvre, plus le niveau des accouchements en bas âge est élevé», a-t-elle ajouté.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) au début des années 90, «le nombre de foyers mono-parentaux dirigés par une femme qui vivaient sous le seuil de la pauvreté étaient plus que le double de ceux qui étaient au-dessus du seuil de la pauvreté.»

COLOMBIE

En trois ans, les guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont assassiné une trentaine de femmes dans le département de Arauca. «À Saravena il y en a plusieurs qui abandonnent la commune et la région reste sans femmes», a déclaré le commandant de l'Armée, le général Harold Bedoya Pizarro.

«C'est une dénonciation publique du massacre de la guérilla contre les femmes colombiennes. Les organismes des droits humains devraient se préoccuper de ces cas car la subversion les tue parce qu'elles sont les amies d'un soldat, d'un policier, d'un maire, de n'importe quelle autorité. On trouve toujours un motif», a-t-il ajouté.



COSTA RICA

Le programme par ondes courtes Radio internationale féministe (RAIF) qui transmet à partir de Radio paix internationale et dont le siège est au Costa Rica a été récompensé par l'UNESCO et le Service international de nouvelles de la femme (en anglais le sigle est WINGS) des États-Unis.

Le prix a été accordé pour une série appelée «Tribunal international de dénonciation des violations des droits humains des femmes» qui a présenté dix-neuf témoignages de femmes latino-américaines et caraïbes, victimes de violence.

Frida Werden, représentante de WINGS, a expliqué que le prix a été accordé à RAIF «pour son utilisation remarquable et innovatrice de la radio comme moyen de fortifier la lutte du mouvement international des femmes».



ARGENTINE

Les Argentines ont une nouvelle possibilité d'emploi : le service militaire.

Au milieu de l'année 1994, le président Carlos Menem a décidé d'abolir le service militaire obligatoire et l'a remplacé par ce qu'il a appelé le service militaire professionnel, y insérant une proposition nouvelle: les femmes peuvent s'inscrire comme volontaires. En quelques mois, plus de 5 000 femmes de toutes les régions du pays se sont inscrites en vue d'entrer dans l'armée en 1995.

Cependant, l'euphorie des premières 1 600 recrues a duré peu de temps. Une jeune femme de 18 ans a déclaré avoir été

victime de harcèlement sexuel neuf jours après avoir commencé son service.

Selon la recrue, un sergent de son régiment lui a ordonné d'abandonner son poste de garde pour lui préparer un maté, infusion typique argentine.

«D'abord il m'a invitée à sortir avec lui le samedi soir mais je lui ai dit que je ne pouvais pas. Alors il a commencé à me caresser, d'abord la figure, puis le dos et les joues. J'étais paralysée par la peur», a raconté la recrue dont le nom n'a pas été rendu public.

Les autorités ont d'abord condamné le sergent à 30 jours de prison, finalement il a été congédié.

VÉNÉZUELA

Une avocate, Gloria Vincentini et un avocat Alfonso Alborno ont présenté une motion à la Cour Suprême pour qu'elle se prononce sur la possibilité pour les maris d'utiliser le nom de famille de leurs épouses.

L'article 137 du Code civil établit que seules les femmes peuvent porter le nom de leurs conjoints, mais que la réciproque est interdite. Pour Vincentini et Alborno cela viole l'article 61 de la Constitution qui interdit la discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion ou la condition sociale.

Le nouveau texte pour l'article 137 suggéré par Vincentini et Alborno considère que les «deux conjoints pourront réciproquement utiliser leurs noms». Mais on ajoute que «le refus de l'un ou l'autre des conjoints ne sera pas considéré comme une désobéissance à la loi.»



EL SALVADOR

Même si les Salvadoriennes étaient présentes lors de la signature des accords de paix de 1992 qui ont mis fin à douze années de guerre civile, elles voient maintenant que leur lutte ne s'est pas terminée là.

«L'accord de paix entre le gouvernement et la guérilla n'a pas tenu compte de nous, malgré notre présence dans les

groupes négociateurs», a dit América Guirola, du Centre d'études de la femme.

Guirola a de plus affirmé que le processus de démocratisation commence seulement à ouvrir des espaces à la femme.

«Actuellement nous sommes divisées autour de questions idéologiques que la guerre nous a laissées, mais peu à peu nous construirons un mouvement qui obtiendra que les droits de la femme soient une priorité dans la démocratisation», a-t-elle dit.



AMÉRIQUE LATINE

Les femmes latino-américaines utilisent les moyens de communication pour faire naître l'intérêt face à la IVe Conférence de la femme qui aura lieu en septembre à Beijing en Chine.

On a prévu présenter à la télévision quatre vidéos qui donneront des informations sur la réalisation de la Conférence et sur les problèmes auxquels les femmes font face en Amérique latine et dans les Caraïbes.

«Nous voulons que les gens sachent quels sont les objectifs de la Conférence de Beijing et du Forum alternatif. Nous leur donnerons en même temps des informations sur les principaux problèmes auxquels sont confrontées les femmes du Continent», a expliqué Lucy Garrido, responsable de l'équipe de production qui a réalisé les vidéos.



La «main-d'oeuvre» féminine, exécutrice du Sentier lumineux

DANS SA CELLULE DES HAUTEURS GLACÉES PÉRUVIENNES, MARITZA GARRIDO-LECCA AFFIRME SA FIDÉLITÉ AUX «ACCORDS DE PAIX», LA PLUS RÉCENTE PROPOSITION DU LEADER EMPRISONNÉ DE SENTIER LUMINEUX, ABIMAE GUZMÁN.

Les femmes appartenant au Sentier ont été les plus fidèles au leader et les plus décidées à accepter les postes de responsabilité dans l'organisation.

Depuis les premiers jours du Sentier, les femmes ont joué un rôle important dans l'appui logistique et l'exécution des attaques. La figure de Edith Lagos, jeune Ayacuchana, morte au début de la guerre du Sentier est une figure de dévouement révolutionnaire absolu.

Durant les années 80, les femmes du Sentier se sont rendues célèbres pour donner le «coup de grâce» à leurs victimes. Il y a presque toujours eu une femme impliquée dans les attentats les plus violents du Sentier.

L'attaque contre María Elena Moyano, dirigeante populaire du grand bidonville de Villa El Salvador, assassinée en 1992, était aussi dirigée par une femme. C'est aussi une femme qui a placé la charge de dynamite qui a déchiqueté le corps de Moyano.

La revue péruvienne *Sí* signale que la majorité des 65 femmes du Sentier qui sont sorties de prison depuis 1993, appartiennent au groupe de «récalcitrantes» opposées à tout accord de paix.

«Rien ni personne ne nous abattra, rien ni personne ne nous vaincra», a déclaré Elena Morote Durand à sa sortie de prison.

Margie Clavo, une des plus anciennes membres du Sentier, capturée en mars, a fait parti du comité pour la reconstruction urgente du parti, après la capture de Guzmán. Elle est l'une des inconditionnelles de la ligne dure de l'organisation.

Après son interrogatoire, le général de la police Carlos Domínguez Solís a admis : «Nous n'avons rien obtenu d'elle. Margie Clavo a accompli au pied de la lettre la règle d'or des terroristes : le silence.

Mexique

Ramona, commandante zapatiste

**JOHN ROSS, SAN CRISTÓBAL,
CORRESPONDANT DE NOTICIAS ALIADAS**

DEPUIS LES SANDINISTES JUSQU'ÀUX COMPAGNES DU FRONT FARABUNDO MARTÍ POUR LA LIBÉRATION NATIONALE, LES FEMMES GUERRILLERES SONT UN SYMBOLE DE LA RÉBELLION LATINO-AMÉRICAINE. MAINTENANT CE SONT LES ZAPATISTES QUI S'INSÈRENT DANS CETTE TRADITION.

Depuis qu'elle et le charismatique sous-commandant Marcos ont déployé le drapeau mexicain au début des négociations de paix avec le gouvernement, en février 1994 à San Cristóbal, la commandante Ramona s'est transformée en un symbole de la militance féministe au Mexique.

Son image apparaît souvent à la télévision mexicaine et dans les vidéos clandestins encourageant les femmes de tout le pays à appuyer les rebelles.

Ramona, une des trois femmes du haut-commandement zapatiste est née il y a 37 ans dans la commune tzotzil de San Andrés Larráinzar où se sont déroulées les récentes négociations de paix entre le gouvernement et les zapatistes. Encore adolescente en 1974, elle fut témoin des soulèvements des populations indigènes contre les propriétaires terriens du lieu, mouvement précurseur de la rébellion zapatiste qui prenait forme 20 ans plus tard. Au moins six personnes sont mortes durant ces soulèvements et les propriétaires ont abandonné leurs propriétés et la localité.

«Les femmes mènent une vie misérable à San Andrés», explique Laura, une mère de 17 ans, vendeuse au marché. Elles travaillent dans les champs, transportent l'eau et coupent le bois tout en s'occupant de leurs enfants. La mortalité est de 66 pour 1 000 naissances d'enfants vivants, le double du reste du Mexique. Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé du pays.

En tant que leader des femmes zapatistes, Ramona a participé à l'approbation de la Loi révolutionnaire des femmes du EZLN qui, pour la première fois, a permis aux femmes de participer aux assemblées communales, principal organe de décisions.

La loi révolutionnaire a aussi mis fin aux mariages obligés et a encouragé les femmes des zones contrôlées par les zapatistes à décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir. Promulguée durant le soulèvement du 1er janvier 1994, la loi accorde aux femmes le pouvoir d'occuper des postes à l'intérieur de la hiérarchie du EZLN. Plusieurs femmes ont participé à l'offensive et quelques-unes l'ont même dirigée.

«Comme indigènes et femmes, nous ne sommes pas libres. Ramona nous a enseigné que nous devons lutter pour changer notre situation», a déclaré Marta López, qui travaille au Centre des droits humains «Fray Bartolomé de Las Casas» à San Cristóbal.

«Pourquoi les femmes ont-elles demandé subitement de participer? Parce qu'elles ont été les plus exploitées durant plus de 500 ans», a dit la commandante Ramona à un journaliste de *La Jornada* lors d'une des rares entrevues qu'on lui a proposée.



«Avant l'approbation des lois révolutionnaires nous n'avions pas le droit de parler ou de participer à l'assemblée communale. Nous ne pouvions assumer aucune charge. Jusqu'à ce jour, nous nous levons à trois heures du matin pour préparer le maïs pour le pozol (plat cuisiné mexicain) et nous nous couchons très tard. S'il n'y a pas assez de nourriture, nous la donnons d'abord à nos maris et à nos enfants. Le sentiment des femmes, c'est que nous sommes exploitées et qu'on ne tient pas compte de nous. Voilà pourquoi nous avons décidé de prendre les armes et de nous convertir en zapatistes», a-t-elle ajouté.

Dernièrement, Ramona a eu des problèmes de santé et quelques journaux ont publié l'annonce de sa mort. Le journal *La Reforma* a affirmé que Ramona était décédée d'un cancer de l'utérus en novembre 1994. Toutefois, une récente entrevue avec son médecin, révèle qu'elle est vivante et se porte bien.

Une expérience inusitée

ANGELA CASTELLANOS ARANGUREN

À L'INITIATIVE DES PAYSANNES, ON EXPLOITE DEPUIS DIX ANS CE PETIT RONGEUR APPELÉ COCHON D'INDE POUR SA VENTE EN GROS.

«Le cochon d'Inde est un aliment traditionnel de la région. Son exploitation est facile pour la femme et c'est un produit rentable, moins coûteux que les porcs et les poules et qui se vend très bien», affirme Aura Guerra, paysanne colombienne et présidente d'un groupe de productrices de cochons d'Inde. «Nous avons commencé à produire des cochons d'Inde grâce à l'appui de l'Institut colombien agricole qui nous a proposé de participer à un projet rentable afin d'améliorer nos revenus. Il nous a donné la formation et plus tard les compagnies de crédit nous ont consenti des prêts», explique Aura.

Après 10 ans de travail, les groupes se sont multipliés dans toute la zone andine située aux frontières de l'Équateur et nous avons consolidé la production du cochon d'Inde comme un élément important de l'économie de la région. Nous avons aussi revalorisé le rôle économique de la paysanne. En 1992, ce succès des groupes de femmes leur a mérité le deuxième prix du concours andin pour les technologies alimentaires accordé par l'ONU.

Il existe plusieurs associations de paysannes qui regroupent environ 100 femmes. Elles sont organisées en fonction du voisinage et ont leur autonomie d'organisation et de gestion. Chaque groupe a son conseil de direction dont les charges sont attribuées à chacune à tour de rôle pour que toutes les participantes apprennent à se tirer d'affaire dans les différents postes de direction.

Mais le succès de ce projet d'élevage de cochons d'Inde n'est pas seulement économique. Il a permis à des femmes de la campagne d'obtenir une reconnaissance à l'intérieur de leur communauté et de leur famille.

«Avoir ses propres revenus a permis à la femme de se convaincre qu'elle est importante dans la famille», a expliqué Aura; l'argent, c'est ce qui permet de décider. Alors, si l'épouse apporte économiquement au foyer, elle a le droit de donner son opinion et de décider.

À quelques reprises, les époux de ces femmes ont eu des problèmes avec leurs récoltes. Alors, avec leurs revenus, les femmes ont pu garantir les prêts de leurs maris et cela a permis que leurs compagnons se rendent compte de la valeur des femmes dans la famille», a raconté Aura.

Dans d'autres cas, les époux ou les compagnons se sont joints au travail de la production de cochons d'Inde. «Les maris ont maintenant commencé à collaborer parce qu'ils ont vu que c'est très productif, que ça se vend bien et que le produit fini part rapidement pour le marché. De plus, c'est meilleur que l'agriculture qui prend plus temps et ne donne pas toujours les résultats escomptés», a commenté Luz Angélica. Les femmes productrices de cochons d'Inde ont non seulement acquis plus de bien-être mais elles ont découvert leurs capacités, leurs possibilités et leurs talents qui, jusqu'à ce jour, étaient restés en friche.

La favela est «à la mode»

CRISTINA CAVALCANTI

LE DERNIER CRI DE LA MODE AU BRÉSIL N'EST PAS DANS LES BOUTIQUES DE LUXE MAIS DANS LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO.

À la fin de 1994, les organisateurs d'un grand défilé de modes à Rio de Janeiro ont invité une dessinatrice française. Quand on lui a demandé son opinion sur la mode brésilienne, elle a répondu que la seule chose innovatrice, c'étaient les créations des artisanes de Cooparoca.

La presse a couru chercher les créatrices originales et inconnues et les a trouvées dans la favela Rosinha, la plus grande de Rio de Janeiro, organisées en coopérative nommée Cooparoca.

Cette coopérative fondée en 1982 par six femmes de Rosinha qui ont commencé à utiliser les coupons de tissus qu'une travailleuse sociale apportait à leurs ateliers pour habiller les enfants de la favela.

Pendant longtemps, les femmes ont cousu des petits vêtements qui étaient vendus dans les bazars et les marchés par des vendeuses ambulantes. 10% des bénéfices allaient à la coopérative, ce qui a permis de demander en 1988 l'appui économique de l'État et des banques de développement pour acheter une petite cabane où les travailleuses pourraient se réunir régulièrement.

Maintenant la cabane a été remplacée par un édifice de briques de trois étages dont la construction a duré cinq ans. Les membres de la coopérative, elles sont actuellement 29, se réunissent deux fois par semaine.

La coopérative subsiste grâce à l'effort de ses membres et aux dons de retailles et de machines à coudre industrielles faits

par les grandes entreprises de la mode de Rio et de São Paulo. Quatre des femmes de la coopérative possèdent leurs propres machines à coudre auxquelles s'ajoutent les trois qui ont été installées à leur local. Cooparoca a donc maintenant sept machines.

La manière de travailler s'est modifiée peu à peu. Au début, menée de manière informelle et sans contrat, la coopérative est aujourd'hui animée par une philosophie de production industrielle. Ses membres se divisent en deux groupes : les femmes qui cousent les retailles ou les assemblent au crochet pour former de grands morceaux et les femmes qui coupent et confectionnent les vêtements taillés sur des patrons achetés des grandes entreprises de la mode.

La vente des vêtements qui se fait lors de défilés de mode dans les universités et les foires, rapporte des bénéfices aux productrices. Elles sont payées selon la quantité de mètres de tissu qu'elles ont produit à partir des retailles cousues ou assemblées au crochet.

Le produit fini est un vêtement moderne et audacieux qui s'adresse à la jeunesse, par exemple des bustiers ou des mini-jupes collantes en coton, des blouses et des tuniques d'organdi et de mousseline de soie transparente, des gilets de coupe traditionnelle mais présentés dans des combinaisons de couleurs inusités.

«Ici les gens viennent acheter parce qu'ils aiment les vêtements que nous faisons, pas pour nous aider», a affirmé María Teresa Leal, la coordinatrice de Cooparoca.

Contre le SIDA

LARRY LUXNER, CORRESPONDANT DE NOTICIAS ALIADAS

LE GOUVERNEMENT DU PARAGUAY EST EN TRAIN DE DÉVELOPPER UN PROGRAMME CONTRE LE SIDA DONT L'OBJECTIF EST DE PROTÉGER LA SANTÉ DES FEMMES.

María, 21 ans, admet qu'elle a couché avec au moins 30 hommes durant la semaine. Son amie Luisa, 18 ans, est allée avec 42 hommes.

Une fois par mois, ces deux prostituées confessent leurs secrets sexuels, non pas à un prêtre mais à Rocío Duria, travailleuse sociale du programme contre le sida du gouvernement paraguayen.

«Les filles viennent ici, en général, amenées par leurs souteneurs», assure Duria à la fin d'une journée épuisante où elle a questionné des prostituées sur leurs activités et révisé leurs réponses.

«Elles doivent obtenir des certificats qui démontrent qu'elles n'ont pas le sida. Les analyses de VIH doivent être effectuées aux trois mois et celles des maladies vénériennes à chaque mois, sinon elles courent le risque d'être arrêtées par la police», dit-elle.

Ces entrevues font partie d'une intense bataille contre le sida au Paraguay, un des seuls pays au monde où la prostitution est techniquement légale mais non l'avortement.

«Sous la dictature (de Alfredo Stroessner), plusieurs thèmes étaient considérés tabous : l'avortement, le divorce, le sida», signale Cristina Muñoz, secrétaire des Questions féminines du gouvernement.

«Il était alors difficile de parler de sida» ajoute le docteur Nicolás Aguayo, directeur du programme national anti-sida à Asunción. «Jusqu'en septembre 1992, le gouvernement

n'émettait pas de statistiques mensuelles sur le sida», dit-il. Si l'on compare avec l'Argentine ou le Brésil, le problème au Paraguay est jusqu'à ce jour moins aigu. Selon Aguayo, il y a dans le pays 568 séropositifs, 178 qui ont développé la maladie et 128 qui en sont morts depuis 1986 quand l'épidémie s'est manifestée. Cela donne au Paraguay une incidence totale du sida de seulement 1,2 par 100 000 habitants, une des plus basses du continent.

Bien sûr, l'ignorance au sujet de la maladie est encore très étendue malgré le fait que la contagion se propage principalement par les relations hétérosexuelles.

«Au début de l'épidémie, les homosexuels et les bisexuels formaient 45% du total des personnes infectées contre 10% d'hétérosexuels», affirme Aguayo. Actuellement, les homosexuels constituent 20% des cas, les bisexuels 8% et les hétérosexuels 34%.

Le bureau de Aguayo dispose de 8,4 millions \$ U.S. versés par le gouvernement. Environ la moitié est destinée aux équipements de laboratoire et aux prises de sang; 2 autres millions servent à acheter le remède AZT pour renforcer le système immunitaire et le reste sert à couvrir les frais des campagnes de prévention et du matériel éducatif.

Un des aspects du programme est de renseigner les prostituées sur la maladie et de leur demander de se soumettre à des contrôles médicaux périodiques.

Duria indique que même si les analyses de VIH sont gratuites, les femmes doivent apporter leurs propres seringues jetables et être préparées à répondre à une série de questions sur leur travail. «Pour cela, la personne doit se sentir en confiance. Nous parlons de thèmes très délicats», a-t-elle ajouté.

De plus, Duria donne à chaque prostituée une grosse boîte de condoms. Mais rien ne certifie qu'elles les utilisent.

En plus de lutter contre la prise de position rigide de l'Église catholique, très puissante au Paraguay, face à l'utilisation des préservatifs, il y a aussi une forte dissuasion économique. «Plusieurs hommes offrent aux femmes de les payer davantage si elles n'insistent pas sur l'utilisation du condom», a-t-elle conclu.



Brésil

Question de vie ou de mort

LE MANQUE D'UN SERVICE DE SANTÉ PUBLIQUE ADÉQUAT AU BRÉSIL A TRANSFORMÉ LA MATERNITÉ EN UN ÉVÉNEMENT À HAUT RISQUE.

«Entre 1989 et 1993 la dépense par personne en santé publique a été réduite de 80 \$ US à 48 \$ US», a expliqué la démographe Elza Berquo, de l'Université de Campinas et du Centre brésilien d'analyse et de planification de São Paulo.

La rareté chronique de ressources pour le système de santé publique est directement liée au fait que dans les régions les plus pauvres du Brésil seulement 42% des femmes subissent des examens prénataux pendant que dans les régions du sud et sud-est, qui sont les plus prospères, la proportion est de 75%.

Les organisations de femmes dénoncent que c'est autour de la grossesse, de l'accouchement et de la maternité que sont concentrées les plus grandes carences du système public de santé.

Cela produit un haut taux de mortalité maternelle au Brésil qui selon les chiffres du Ministère de Santé est de 134,7 sur 1 000 naissances d'enfants vivants, 14 fois plus que la moyenne enregistrée aux États-Unis et 34 fois plus que la moyenne au Canada.

Les accouchements par césarienne sont responsables dans une grande mesure du taux élevé de mortalité maternelle, étant donné que ce type

d'intervention multiplie par 2,9 les risques pour la femme. En 1990, 34% des naissances se sont produites par césarienne contre 31% en 1980 et 15% en 1970. La moyenne internationale se situe entre 10 et 12%.

Selon des études effectuées par la Société pour le Bien-être familial dans le Nord-Est et par Berquo à São Paulo, cette pratique est intimement associée au fait que l'on profite de la chirurgie pour procéder en même temps à la ligature des trompes, qui est la méthode anticonceptionnelle la plus utilisée par les femmes pauvres.

Parmi les 40% de femmes du Nord-Est qui utilisent une méthode anticonceptionnelle, 62,9% recourent à la stérilisation et seulement 23% à la pilule, révèlent les deux études. À São Paulo on a prouvé que 80% des stérilisations sont effectuées durant les césariennes.

«Ces données impressionnantes révèlent l'inexistence d'une politique de santé publique qui permette aux femmes, surtout aux plus pauvres qui sont les moins informées, de décider adéquatement des meilleurs moyens pour qu'une maternité ne se transforme pas en menace pour leur vie», a expliqué Berquo avec insistance.

Nicaragua

Cantines populaires

POUR FAIRE FACE À LA MALNUTRITION OMNIPRÉSENTE, LES FEMMES DU NICARAGUA SE SONT UNIES POUR MIEUX ALIMENTER LEURS FAMILLES ET AMÉLIORER LEUR SANTÉ.

Même si elles se considèrent comme «une goutte d'eau dans le désert», les cantines populaires de l'Association nicaraguayenne de la Soya (Soynica) s'occupent d'environ 3 500 familles à Managua. Elles offrent aussi des services de garderie, de consultations médicales et d'informations sur la santé.

«Nos priorités ont changé. Nous ne visons plus l'aide mais plutôt la prévention. Nous ne voulons pas créer plus de dépendance mais aider les femmes à développer leur capacité à résoudre elles-mêmes leurs problèmes», a affirmé Leonor Midence, directrice de Soynica.

En 1990, la première cantine de Soynica dans la zone est de Managua a été créée pour répondre à une sévère épidémie de diarrhée. Actuellement, 25 centres existent dans toute la ville.

Dans ces centres on ne donne pas seulement à manger aux enfants sous-alimentés mais, en même temps, on enseigne aux femmes à mesurer et à peser leurs enfants et on leur donne une formation de base sur l'hygiène, la planification familiale et les soins infantiles.

Flor de María Moncada, qui a aidé à organiser une cantine populaire dans son voisinage, a signalé «qu'une des raisons pour lesquelles je suis ces cours c'est que nous, les mères, nous n'avons pas suffisamment de connaissances sur l'alimentation, la nutrition et la santé.»

«Je ne savais pas que les légumes verts contiennent de la vitamine A et d'autres éléments nutritifs. J'ai aussi appris l'importance de noter le poids et la taille de mes enfants mais le plus important c'est que je peux maintenant évaluer moi-même leur état nutritionnel», a-t-elle ajouté.

Selon Midence, 80% des enfants qui viennent aux cantines atteignent un niveau de nutrition acceptable.

Les communautés ecclésiales de base, autant à Managua que dans la ville de Granada, ont aussi établi des cantines populaires en 1991. En octobre 1994, des étudiants du Département de nutrition de l'Université Centroamericana ont analysé le menu de ces cantines et ont conclu qu'on devait augmenter le niveau de calories étant donné qu'il était inférieur aux standards internationaux.

Un enfant nicaraguayen sur trois manque de fer et deux enfants sur trois d'âge préscolaire ont besoin de vitamine A. La carence de cette vitamine peut mener à une cécité permanente et réduire la capacité immunitaire ce qui, combiné au manque de fer, empêche le développement physique et intellectuel des enfants, a signalé l'étude. Malgré les indices élevés de malnutrition qui existent au Nicaragua, Midence est convaincue qu'à moyen et à long terme les cantines populaires vont améliorer les conditions des secteurs les plus vulnérables de la population du Nicaragua grâce à leur insistance sur la prévention des maladies et à toute l'information qui est offerte aux mères de familles.

«Environ 1 200 femmes se sont organisées et travaillent dans les cantines de Soynica. C'est très important étant donné qu'elles peuvent influencer leurs familles et les voisins et par le fait même se transformer en multiplicatrices des pratiques d'hygiène et de nutrition dont les effets positifs sont immenses», a-t-elle dit.

Nicaragua

De chômeuses à banquières

TOUT EN SE FORMANT À LA COMPTABILITÉ, LES FEMMES NICARAGUAYENNES COMMENCENT À ÉVALUER LEURS CONTRIBUTIONS À L'ÉCONOMIE FAMILIALE.

Une nouvelle catégorie de projets de coopération qui se nomme «Banques communales», créées par l'État à l'intérieur du Programme d'appui à la micro-entreprise (PAMIC), permet à des milliers de Nicaraguayennes d'obtenir des crédits et de les administrer pour relancer ou mettre sur pied des micro-entreprises et ainsi faire face à la situation économique chaotique de leur pays.

Même si quelques expériences datent déjà de trois ou quatre ans, c'est en 1994 que les banques communales ont pris leur essor et se sont fortifiées.

Ces banques communales financent l'établissement de points de ventes de fruits dans les marchés, la fabrication de pain, de vêtements ou de nappes brodées, l'enregistrement et de la commercialisation de cassettes de musique populaire et même la construction de tombes et la «préparation» (le maquillage) des défunts.

Le PAMIC ne remet pas d'argent directement aux individus mais à des ONG ou à des groupes organisés, comptant principalement des femmes, administrent le fonds et accordent les crédits. Les bénéficiaires sont ceux qui sont considérés comme des clients non rentables par les banques traditionnelles.

Étant donné que ce sont majoritairement des femmes qui forment les banques communales, presque tous les programmes accusent un point de vue de genre.

Les productrices du département du nord de Matagalpa sont regroupées dans la Coopérative de services multiples La Nordique, dirigée par Martha Heriberta Valle. Le mouvement s'occupe actuellement de 71 groupes et administre un fonds de 37 422 \$ US.

Un groupe de ces même femmes a organisé l'Association rurale des paysannes éleveuses de bétail (AGACI) qui l'année passée a fait un investissement de 31 000 \$ et a obtenu un excédent de 183 000 \$.

Patricia Padilla, une des promotrices du groupe Projets économiques de Masaya, assure qu'un des secrets de ce succès réside dans le fait que les crédits sont accordés d'une manière solidaire, ce qui signifie que si une échoue, le groupe doit répondre de la dette.

Les groupes sont donc très prudents pour accepter de nouveaux bénéficiaires. Les plus développés possèdent des statuts, une assemblée, un conseil directeur et un comité de crédits.

Ainsi, face au manque de possibilités d'une récupération rapide de l'économie nicaraguayenne, les banques communales constituent une alternative pour la survie familiale.

Colombie

Textes non sexistes

ANGELA CASTELLANOS ARANGUREN

LE CORPS ENSEIGNANT ET LE GOUVERNEMENT DE COLOMBIE ONT FORMÉ UN FRONT COMMUN POUR FAIRE DISPARAÎTRE LE LANGAGE SEXISTE DE LA VIE SCOLAIRE.

Les vieux exemples sexistes de «Maman pétrit le pain et papa lit le journal» que contiennent quelques textes scolaires pour les enfants qui apprennent à lire, deviendront prochainement désuets en Colombie.

La Commission des questions de la femme de l'Association du district des éducateurs (ADE) de la capitale colombienne est engagée dans un processus de révision des textes scolaires et de l'attitude des enseignants en relation avec les stéréotypes sexistes.

La ADE réunit 20 000 des 23 000 enseignants qui travaillent dans les centres éducatifs officiels de la capitale et fonctionne depuis 1956. Elle joue un rôle important en ce qui a trait aux politiques éducatives et aux conditions de travail de la corporation.

Le but de la révision des textes, qui a débuté en 1992, est de modifier le matériel didactique afin d'éviter la présence de pratiques qui peuvent favoriser la discrimination des personnes par des aspects sexistes.

Dans quelques textes scolaires on dit : «Dans l'histoire de l'homme il y a eu des époques de progrès et de décadence». On devrait plutôt lire : «Dans l'histoire de l'humanité...» Dans la première phrase on ne reconnaît pas la participation de la femme.

«La Commission a commencé par travailler sur la femme éducatrice. Cela nous a amenées à étudier la femme dans

notre société et c'est alors que nous avons vu que non seulement nous sommes victimes de discrimination mais que nous-mêmes transmettons cette attitude de discrimination», a expliqué Judith Jiménez, enseignante, membre de l'Association.

En Colombie, 85% des professeurs du secteur public sont des femmes et il y a plus de filles que de garçons inscrits, selon les derniers chiffres du Ministère de l'Éducation.

«Nous avons alors commencé à nous renseigner sur divers thèmes, comme la sexualité, les organisations de femmes et la socialisation du rôle des sexes jusqu'à ce que nous nous rendions compte que ces thèmes pourraient former des cours pour les enseignants et les enseignantes de l'association» a commenté Jiménez.

Cette idée fut bien reçue par la division de recherches en éducation, organisme officiel chargé de la formation des enseignants, qui a approuvé le cours «Genre et vie scolaire» par lequel les enseignants peuvent obtenir des crédits pour monter des échelons dans la carrière d'enseignant.

Le premier cours c'est le Conseil présidentiel pour la politique sociale qui l'a appuyé. Chaque cours dure 120 heures durant lesquelles on analyse des thématiques sur les genres, on travaille sur des textes de base et à la fin on fait ses propres observations sur un texte ou sur un aspect de la vie scolaire. «Dans ce cours, on analyse aussi ce qu'on appelle le «programme caché» formé de tous les contenus idéologiques et de toutes les valeurs transmises à travers les relations entre l'enseignant et l'élève, entre les enseignants et les enseignantes et en général entre toutes les personnes du milieu éducatif», a ajouté Judith.

Selon des études de l'UNESCO, le sexisme existe quand les textes et les illustrations décrivent les hommes et les femmes, adultes et jeunes, dans des fonctions stéréotypées qui ne reflètent pas la diversité des rôles existants et quand ils se limitent à présenter une situation réelle sans offrir d'alternatives.

Dans le but de modifier cela, la Présidence de la République a publié un guide pour la production de matériel éducatif à partir de la perspective d'équité dans les relations de genre.

Ce même groupe travaille aussi sur un guide pratique qui explique aux enseignants une manière non-sexiste d'utiliser les textes en classe.

La Commission des Questions de la femme a réalisé cinq cours depuis 1993 auxquels ont assisté 270 enseignants et enseignantes. En 1995, il y a deux programmes de plus, appuyés financièrement par l'ambassade de Hollande.

Luz Marcelo, une enseignante qui a assisté aux cours a dit : «Pour moi ce fut très bon, j'ai appris que nous, les femmes, valons beaucoup et pouvons faire beaucoup. Je me suis rendu compte que les filles ont toujours moins que les garçons. Par exemple, presque toute la cour de récréation sert au football. Aux filles, il ne reste qu'un tout petit coin.» Bien sûr, on ne peut encore parler de résultats. Il s'agit du début d'un long processus qui ne concerne pas seulement les enseignants mais aussi les auteurs des textes, les parents, les législateurs, les autorités éducatives et les centres de formation des maîtres.

«La transformation des attitudes est un processus très lent, même ici, à l'Association, il y a encore des résistances. Lors du congrès pédagogique des éducateurs (en mai 1994) on n'a pas accepté que soit présenté un seul rapport sur les genres et l'éducation, même s'il y en avait eu plusieurs de rédigés», a dit Jiménez.

Malgré cela, le thème prend peu à peu de l'importance. Déjà la Fédération colombienne d'éducateurs (FECODE) a formé le Secrétariat de la femme et s'est engagé à faire pour tous les membres un guide qui servira à orienter l'analyse de discrimination sexuelle dans les textes.

«Nous aimerions qu'on nous donne un Centre éducatif dans lequel nous pourrions expérimenter une autre façon d'éduquer», a conclu Jiménez.

L'adaptation des textes scolaires à la perspective de genre a commencé par ce processus de sensibilisation et de formation des enseignants.

L'appui du Conseil présidentiel à ce processus est un exemple de la volonté qui existe d'éviter la discrimination de la femme colombienne dans les lieux de socialisation.

La femme et l'homme sont-ils égaux aux yeux de Dieu?

LUCIEN CHAUVIN, ÉDITEUR ASSOCIÉ DE *LATINAMERICA PRESS*

QUEL EST LE RÔLE DES FEMMES À L'INTÉRIEUR DES ÉGLISES ET QUEL EST LE RÔLE DES ÉGLISES EN RAPPORT AVEC LES DROITS DES FEMMES? VOILÀ LES DEUX QUESTIONS QUI SONT AU CENTRE DU DÉBAT PRÉPARATOIRE À LA IV^e CONFÉRENCE MONDIALE DES FEMMES.

Si vous aviez été baptisée par une femme-pasteur d'une des congrégations des Assemblées de Dieu, au Pérou, vous devriez penser deux fois à votre position dans l'Église.

Actuellement, la hiérarchie de cette Église se pose à nouveau la question, à savoir si les femmes sont aptes ou pas à être femmes-pasteurs même s'il y a des décades que l'institution a permis aux femmes de prêcher et de faire le travail pastoral.

Selon la ministre péruvienne Rosanna Panizo, directrice du Séminaire biblique théologique de l'Église méthodiste, il existe un mouvement, dans les Assemblées de Dieu, qui cherche à faire marche arrière au sujet du rôle de la femme dans l'Église.

«Les femmes ont participé à des séminaires des Assemblées de Dieu et font des travaux pastoraux mais actuellement il y a un mouvement dans cette Église qui s'y oppose», a-t-elle signalé.

Sonia Baca, femme-pasteur de l'Église de Dieu et membre du comité de pastorale féminine de cette dénomination a indiqué qu'elle a peur que d'autres Églises puissent suivre l'exemple des Assemblées de Dieu.

«Dans les rencontres que nous avons avec les femmes nous travaillons pour que cela ne se concrétise pas. Même si nous appartenons à une autre dénomination, la décision des Assemblées de Dieu pourrait servir de modèle à d'autres groupes et le problème serait encore plus grand», a-t-elle affirmé.

Le débat sur le rôle de la femme dans les Assemblées de Dieu au Pérou est seulement un exemple des difficultés qui existent entre les femmes, les institutions religieuses et les Églises elles-mêmes en Amérique latine.

Panizo a dit que les positions différentes que les Églises prennent sur le sujet est un des principaux obstacles à l'œcuménisme, pas seulement entre les Églises protestantes et l'Église catholique, mais aussi entre les Églises protestantes elles-mêmes.

«Dans les Églises les plus anciennes ou "traditionnelles", l'ordination des femmes est acceptée et même encouragée dans bien des cas. Mais, en un certain sens, cela a détérioré les relations œcuméniques avec les autres secteurs plus conservateurs où on ne considère pas l'ordination de la femme comme une possibilité», a expliqué Panizo.

Baca a expliqué que même si les femmes servent comme pasteurs dans son Église, le rôle qu'elles y jouent est généralement inférieur à celui de l'homme.

«Le rôle de la femme dans les Églises pentecôtistes possède des caractéristiques semblables aux fonctions que remplit la femme dans d'autres milieux. Je pense par exemple à la dévalorisation et à la marginalisation dont elle souffre par le fait d'être femme. Elle est donc considérée comme un être inférieur, un être moindre que l'homme», a-t-elle affirmé.

À un niveau plus large, une opposition acharnée vient de se produire entre l'Église catholique et le mouvement international des femmes au sujet d'un des points les plus controversés de la IV^e Conférence mondiale des femmes qui se tiendra en septembre à Beijing en Chine.

Depuis la Conférence sur la Population et le Développement organisée par l'ONU en 1994, le Vatican et les groupes de femmes sont en opposition au sujet de la définition du concept «genre» et à l'inclusion des droits de liberté reproductive dans les documents finals des conférences de l'ONU.

Comme membre de l'ONU ayant droit de vote, le Vatican et un petit groupe de pays islamiques et catholiques – y compris le Honduras et le Nicaragua en Amérique latine – ont bloqué les discussions sur l'égalité des genres et la liberté reproductive lors de la réunion préparatoire à la conférence de Beijing qui s'est tenue il y a trois mois.

Le Vatican a exercé des pressions pour changer le langage de la plateforme d'action qui sera discutée et approuvée à Beijing. Entre autres modifications, le Vatican a sollicité l'élimination du mot genre et le remplacement du mot «égalité» entre les hommes et les femmes par «équité».

«Nous assistons maintenant à une nouvelle tentative du Vatican pour décider qui peut parler non seulement au nom des femmes catholiques mais de toutes les femmes» a soutenu Francis Kissling, présidente du groupe des Catholiques pour le droit à décider que le Vatican a voulu exclure de la conférence de Beijing.

Virginia Vargas, coordinatrice des ONG d'Amérique latine et des Caraïbes pour le Forum de Beijing a dit que le Vatican ignore les apports des femmes à la société. Elle dit que la position de l'Église sur «l'inhérente et inaliénable dignité de la femme à l'intérieur de la famille» laisse de côté la contribution de la femme à la société qui dépasse les quatre murs de sa maison.

Ana Elena Badilla, représentante de la Fondation pour la paix Oscar Arias du Costa Rica, a dit que le Vatican travaille à inspirer chez les gouvernements la peur que toute discussion sur le contrôle des naissances conduise à une légalisation de l'avortement.

«Je pense que cette peur constitue une menace pour les progrès réalisés face à d'autres droits comme la planification familiale et l'éducation sexuelle», a-t-elle ajouté.

Une autre femme du Costa Rica, Ana Isabel García du Centre national de développement de la femme et de la famille a dit que la campagne vaticane pourrait conduire à ce que la cause des femmes ne fasse aucun progrès à Beijing.

«Je crois que, à Beijing, nous n'arriverons seulement qu'à discuter une fois de plus les thèmes généraux, santé reproductive et développement soutenu et, si c'est le cas, il est improbable que la conférence constitue un progrès même si on arrive à préserver les éléments déjà atteints», a affirmé García.

Le droit à la différence

MARÍA ESTHER MOGOLLÓN, COLLABORATRICE DE NOTICIAS ALIADAS

POUR MARCIA TIJE CAPI, SA CONDITION DE FEMME EST PARFAITEMENT LIÉE À SA CONDITION D'INDIGÈNE ET DE PAUVRE. MARCIA, 26 ANS, MARIÉE, 4 ENFANTS, EST REPRÉSENTANTE DE LA FÉDÉRATION INDIGÈNE DE «RÍO MADRE DE DIOS ET SES AFFLUENTS» (FENAMAD) DANS LE SUD-EST DU PÉROU.

«Les femmes de ma région sont timides, maintenues dans la soumission par l'homme, que ce soit le mari, le frère ou l'autorité... Elles pensent même que cela est normal parce que nous avons toujours vécu ainsi», dit-elle.

«Nous ne recevons aucune aide de l'État comme communauté indigène, encore moins les femmes... Je ne demande pas l'aumône, la politique indigène ne doit pas être paternaliste. Nous produisons nos propres moyens de subsistance que nous tirons de l'agriculture. La femme passe la majeure partie de son temps aux champs.»

Mais nous, les femmes, «devons travailler plus que les hommes : aux champs et à la maison et aux travaux communautaires. Alors quand trouverons-nous le temps pour apprendre à lire ou recevoir de la formation si nous devons produire les aliments pour notre consommation personnelle ou pour faire des échanges avec d'autres communautés? Les prix des produits étrangers ont monté pendant que les nôtres ont baissé. Le niveau des revenus a donc diminué», a-t-elle affirmé.

Marcia a été l'une des 250 participantes à la Rencontre nationale de femmes intitulée «Agenda des femmes d'ici l'an 2000» qui s'est tenue les 24, 25 et 26 avril à Lima.

Les déléguées ont réfléchi et élaboré des stratégies pour l'élimination de la pauvreté par le développement soutenu, la participation politique, ainsi que la démocratisation, l'élimination de toute forme de violence contre la femme et l'influence des femmes dans le domaine de l'information et des communications.

Les indigènes, les paysannes et les femmes qui travaillent dans les mines restent dans des organisations plus traditionnelles et verticales. Elles n'ont pas diminué le niveau de leurs demandes mais elles n'ont pas non plus solutionné leurs problèmes généraux et spécifiques.

Sur ce dernier point, Marcia réclame son «droit à la différence» et elle proteste parce que les problèmes ont été analysés à partir de l'optique de la femme urbaine.

«Les accords et les stratégies doivent être élargis et en même

temps être spécifiques pour solutionner d'une manière ou d'une autre la problématique de la femme péruvienne et, Péruviennes, nous le sommes toutes».

La dirigeante indigène a expliqué que le milieu géographique où est situé son habitat est l'élément principal qui influence son mode de vie. Environ 70% des analphabètes sont des femmes, surtout des adolescentes qui à 11 ou 12 ans ont déjà des enfants.

Comme dans plusieurs régions indigènes, une femme a jusqu'à 12 enfants et la mortalité infantile est de 69 sur 1 000 alors que la mortalité maternelle est reliée au taux de fécondité, à l'interruption de grossesse, au manque de soins durant la gestation et à l'accouchement, au bas niveau d'éducation et à la grossesse durant l'adolescence.

Pour toutes ces raisons, Marcia affirme qu'il est prioritaire que les femmes sachent comment prendre soin de leur corps, de leur maternité, qu'elles sachent lire et écrire, qu'elles soient conscientes de leur qualité de personnes sociales. Surtout les plus jeunes ont besoin d'être formées et pas seulement sur les aspects techniques. Elles ont hélas! très peu de possibilités.

«Nous devons développer davantage la solidarité entre les femmes péruviennes», a dit en terminant cette jeune leader, représentante de l'espoir d'une race et d'un mouvement de femmes qui a besoin de se renouveler pour continuer à grandir.

La Rencontre a servi à poser la question de la dette du mouvement des femmes du Pérou envers les peuples indigènes et à reconnaître la nécessité de marcher ensemble vers l'avenir.

Regarder vers l'an 2 000 signifie renouveler les comités directeurs, changer de méthodologies de travail, chercher de nouvelles façons d'agir qui dépassent le cadre étroit de l'individualisme et ramener le grand mouvement socioculturel et moral à exercer une influence comme il l'a déjà fait. C'est ce qui pourra transformer véritablement la réalité péruvienne.

Des gains : un peu, beaucoup, passionnément?

DIANE MATTE

L'ÉVALUATION QUI SUIT EST ÉCRITE À PARTIR D'UNE RENCONTRE TENUE LE 21 JUIN AVEC DES REPRÉSENTANTES DE PLUSIEURS GROUPES CONCERNÉS PAR L'UNE OU L'AUTRE DES REVENDICATIONS. ASSISTAIENT AUSSI À LA RENCONTRE DES TRAVAILLEUSES AU BUREAU NATIONAL DE LA MARCHÉ, DES RESPONSABLES DE CONTINGENTS ET LES TROIS PORTE-PAROLE NATIONALES DE LA MARCHÉ.

Pour faire une évaluation convenable des gains obtenus par la Marche, il faut de toute évidence revenir aux demandes que nous avons faites au gouvernement du Québec. Il sera donc question ici d'une évaluation très factuelle des gains concrets que nous avons obtenus. Des gains politiques majeurs sont aussi issus de la Marche : visibilité des groupes de femmes, mise sur la table de débats socio-économiques importants, renforcement de l'unité de toutes les composantes du mouvement des femmes et positionnement de celui-ci face aux instances gouvernementales, remise à l'ordre du jour de l'action collective, etc. Nous n'avons certes pas fini de parler des retombées de la Marche! Pour l'instant et dans ce texte, nous nous contentons de nous situer face à nos neuf revendications de départ.

Il convient de rappeler ici que nous nous étions fixé des critères pour la détermination de nos revendications : les demandes devaient s'adresser au gouvernement du Québec, elles devaient être simples, claires et surtout gagnables à court terme. Elles concerneraient directement le problème de la pauvreté et leur ensemble rejoindrait une grande majorité de femmes. Nous savions donc que l'obtention de nos demandes ne pourrait mettre fin à la pauvreté des femmes. Nous voulions cependant faire des pas importants dans cette direction.

Ce qui était la règle avant la Marche

La loi sur la perception automatique des pensions alimentaires a été adoptée par l'Assemblée nationale le 11 mai dernier. Il serait vraiment abusif dans ce cas de parler d'un gain obtenu directement par la Marche elle-même. Rappelons-nous cependant qu'à notre rencontre de janvier, la Fédération des familles monoparentales a demandé à tous les groupes de signer une lettre demandant le dépôt immédiat du projet de loi. Ce qui fut fait dans les jours suivants par la ministre de la Condition féminine. La loi est généralement satisfaisante pour les groupes qui travaillent avec ténacité pour son adoption depuis dix ans.

Le gel des frais de scolarité pour cette année a été annoncé par le ministre Garon au cours de l'hiver. Nous n'avons pas obtenu la garantie que ce gel demeure pour les prochaines années. Les coupures fédérales de l'hiver prochain risquent

de faire très mal aux provinces. Le dossier des frais de scolarité est donc à suivre...

L'annonce des 1 200 unités de logement social avait été faite en novembre aux groupes-logement par le ministre Chevette. Nous n'avons pu en obtenir davantage avec la Marche. Il nous faudra appuyer les efforts des groupes qui réclament des milliers de logements sociaux, compte tenu des besoins énormes de la population.

Ce que nous avons gagné avec la Marche

Les infrastructures sociales

Nous demandions un programme d'infrastructures sociales avec des emplois accessibles dès maintenant aux femmes. Ce que nous avons obtenu c'est 225 millions sur cinq ans. Le premier 25 millions sera versé dès cette année à partir de montants alloués par le MSSS, le MSR et celui de la concertation régionale. Il ne s'agit pas d'argent neuf mais de réallocations.

Nous avons aussi obtenu la mise sur pied d'un comité d'orientation provincial formé en majorité de représentantes de groupes de femmes pour conseiller le gouvernement sur l'attribution des fonds et poursuivre la réflexion sur les infrastructures sociales. Trois femmes représenteront les groupes de femmes en région, trois viendront de la Table nationale de la Marche (Josée Belleau de l'IR des centres de femmes du Québec, Lorraine Guay de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, et Ghislaine Fleury de la CEQ) et deux seront co-présidentes du comité. Le gouvernement, quant à lui, déléguera trois personnes. Le comité sera appuyé dans ses travaux par le Secrétariat à la condition féminine.

Nous estimons donc avoir effectué une percée majeure sur cette question. Cela dit, des inquiétudes subsistent sur la compréhension qu'a le gouvernement des emplois d'utilité sociale. Rappelons une fois de plus que pour nous, il doit s'agir de véritables emplois et non de mesures «d'employabilité» déguisées. Il est clair que le comité aura à faire preuve d'une extrême vigilance pour s'assurer que les infrastructures sociales vont dans le sens que nous souhaitons.

Le comité se tiendra donc très près des groupes de femmes, du mouvement syndical et des organismes communautaires.

Parrainage

Nous demandions la rétroactivité du temps de parrainage pour toutes les personnes parrainées par un conjoint et nous l'avons obtenue. Il s'agit là d'un gain net. Par ailleurs, pour les femmes victimes de violence, nous demandions de faciliter leur accès aux droits sociaux, entre autres, l'aide sociale. Cela sera fait par une directive gouvernementale qui sera envoyée dans tous les bureaux d'aide sociale. Par contre, le gouvernement du Québec ne peut pas accorder la suspension du parrainage aux femmes victimes de violence qui sont en attente de parrainage. Ce qu'il fera, c'est produire un document informant les femmes sur d'autres possibilités d'obtenir leur résidence au Canada, même si leur conjoint ou ex-conjoint refuse désormais de les parrainer.

Sur cette question du parrainage, nous avons donc marqué des points importants. Il faudra cependant s'assurer que tous ces engagements se réalisent rapidement.

Formation professionnelle

Nous demandions un accès généralisé à la formation professionnelle pour toutes les femmes et, particulièrement celles qui sont non-prestataires. À la suite des discussions avec le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), nous avons convenu que la meilleure façon d'y arriver était de faciliter l'accès des femmes aux cours dans des métiers non-traditionnels.

En effet, une directive à l'effet de réserver au moins cinq places aux femmes (dont deux non-prestataires) dans chaque cours comprenant 15 personnes existe depuis plusieurs années mais n'est généralement pas appliquée. Il s'agit donc de remettre en vigueur cette directive et cela se fait de la façon suivante : à chaque fois que la SQDM achètera un cours d'une commission scolaire, elle s'assurera que celle-ci a bien réservé les places prévues pour les femmes et a fait la promotion du cours pour les en informer. De plus, une allocation sera versée aux femmes selon leur revenu pour les dépenses reliées au fait de suivre le cours.

Le gain peut paraître petit; il est pourtant intéressant. Si le gouvernement fédéral ne coupe pas impunément dans les fonds réservés à la formation professionnelle, des centaines de femmes pourront avoir accès à un cours dans des métiers généralement plus en demande et mieux rémunérés que les secteurs traditionnellement féminins. De plus, nous avons obtenu la reconnaissance par le gouvernement des besoins des femmes non-prestataires, ce qui n'allait pas de soi. À suivre, bien sûr, pour s'assurer surtout que les femmes soient bien informées de l'existence des cours et des modalités d'accès.

L'équité salariale

Nous savions avant la Marche que des travaux étaient en cours au sein de l'appareil gouvernemental pour préparer un projet de loi à ce sujet. Ce que la Marche a fait de plus, c'est de fixer un échéancier ferme : l'automne prochain.

Il reste à voir ce que contiendra le projet de loi. La coalition

sur l'équité salariale aura certainement besoin de la vigilance et du soutien de tout le mouvement des femmes.

Unités de logement pour femmes en difficulté

Cette question n'apparaissait pas dans nos demandes originales de façon explicite. La Marche a permis cependant d'accélérer les démarches de groupes qui demandent depuis longtemps des unités de logement pour femmes ayant des difficultés particulières. Ces unités doivent être accompagnées d'un support communautaire.

Il y aura donc 60 unités de ce type sur les 1 200 déjà prévues. Le gouvernement devra y rajouter l'argent nécessaire au support communautaire. Il n'y a pas ici de gain en nombre total de logement mais un gain dans la reconnaissance d'une problématique souvent trop invisible comme peut l'être la souffrance des femmes aux prises avec des problèmes de violence, de toxicomanie et de santé mentale.

Normes minimales et mesures «d'employabilité»

Nous demandions que la Loi sur les normes minimales de travail soit appliquée à toutes les personnes participant à des mesures «d'employabilité». Nous avons obtenu un engagement de principe dans ce sens... applicable d'ici la fin de 1996. Difficile de ne pas faire le lien avec la réforme de l'aide sociale!

Le gain sur cette question c'est l'engagement public qu'aucune personne fournissant une prestation de travail ne doit recevoir moins que le salaire minimum. Cette déclaration va à l'encontre de presque tous les discours gouvernementaux en Amérique du Nord. Il faut donc tabler là-dessus pour que la réforme annoncée de l'aide sociale aille dans le sens de la reconnaissance des droits et de la dignité des personnes assistées sociales. Un dossier chaud, à suivre absolument...

Ce que nous n'avons pas obtenu

La hausse espérée du salaire minimum, bien entendu. Ce fut là notre déception majeure. Le patronat a certainement un lobby influent auprès du gouvernement!

Un salaire minimum à 6,45 \$ de l'heure, c'est vraiment trop peu et il nous faut continuer le combat pour un salaire minimum décent. Ce qui est quand même intéressant, avec la Marche, c'est que cette question est enfin à l'ordre du jour. Le débat socio-médiatique est commencé, il faut le poursuivre. Des économistes connus et influents affirment qu'une hausse assez importante du salaire minimum n'aurait pas d'effet désastreux sur l'économie. Cela nous donne des arguments pour bâtir une véritable campagne sur cette question. Nous devons souligner aussi que l'augmentation obtenue, quoique largement insuffisante est la plus importante, d'un seul coup, depuis vingt ans.

Enfin, nous n'avons pas obtenu la hausse des bourses pour étudiant-e-s, en particulier ceux et celles qui ont des enfants. Le ministre Garon attend le rapport de son comité de révision des prêts et bourses. Nous aussi! C'est à suivre...

La Marche des femmes contre la pauvreté

volet international

HÉLÈNE LAGACÉ

PLUS DE 70 ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, SYNDICAUX, AUTOCHTONES, DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE COMMUNAUTÉS ETHNIQUES SE SONT RÉUNIS AUTOUR D'UNE MÊME TABLE DE CONCERTATION PROVINCIALE POUR PARTICIPER À L'ORGANISATION DE CE VASTE MOUVEMENT QUI A CULMINÉ LORS D'UNE GRANDE MARCHÉ DE DIX JOURS DU 26 MAI AU 4 JUIN 1995.

Des organismes de coopération internationale en collaboration avec Relais-femmes, le Comité québécois femmes et développement de l'AQOCI et le Cinquième Monde-auxquels se sont rajoutés CUSO-Québec, Alternatives, le CISO, le Comité de solidarité Tiers Monde de Trois-Rivières, Craie-Tiers Monde, le Centre de solidarité internationale à Alma, Rallye Tiers Monde Bois-franc, le Service des relations internationales de la CSN et SUCO, se sont impliqués dans les préparatifs de la marche et ont porté particulièrement le souci d'inscrire dans cette démarche la dimension de la solidarité internationale.

La marche et ses préparatifs ont constitué un moment privilégié pour sensibiliser les participants et la population québécoise en général aux enjeux de l'accroissement de la pauvreté des femmes, au Nord comme au Sud, et pour favoriser une prise de conscience que la solidarité avec les peuples du monde sont une force pour nos propres luttes au Québec.

L'éducation et la mobilisation démocratique de la population québécoise aux enjeux du développement et de la solidarité internationale est une dimension particulièrement importante du travail des organismes de coopération internationale. Il s'agit d'élargir le bassin d'appui des divers secteurs de la société québécoise afin que ceux-ci se sentent concernés par les politiques de développement à l'égard du Sud et s'impliquent dans des actions de solidarité.

Il s'agit également de montrer de façon crédible et concrète comment les solutions aux problèmes de développement de notre propre société dépendent aussi des réponses apportées aux problèmes globaux de développement, notamment de ceux du Sud.

Le volet international de la marche des femmes contre la pauvreté souhaitait créer une solidarité entre les femmes du Québec et les femmes du Sud en invitant des représentantes du mouvement des femmes de différents pays du Sud à participer et à se solidariser avec le mouvement des femmes du Québec en marchant et en accompagnant les Québécoises dans leur marche contre la pauvreté. La participation des

femmes du Sud à cette Marche contre la pauvreté leur permettait également de vivre une expérience inédite quant aux luttes que les femmes du Nord mènent sur leur propre terrain.

Par la participation solidaire de femmes du Sud à la Marche, par des activités de sensibilisation et d'information auprès des marcheuses lors de soirées thématiques sur la solidarité internationale et par un séminaire de réflexion et d'échanges sur les pratiques des groupes de femmes du Nord et du Sud autour de l'économie sociale, on a ainsi contribué au renforcement de **liens de solidarité et de partenariat**.

Nos invitées du Sud

Une vingtaine de femmes venant de 14 pays différents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique étaient présentes lors des activités de la marche, dans le cadre du volet international (voir la liste des invitées).

Au cours de différentes soirées publiques, les invitées internationales ont eu l'occasion, par leur témoignage, de sensibiliser les différents groupes de femmes et les marcheuses à la solidarité internationale et d'illustrer de façon explicite les liens entre les problèmes de développement du Sud et ceux de notre propre société, plus particulièrement en ce qui concerne la pauvreté des femmes. Ces rencontres ont permis des échanges nourris, et grâce à la participation de certaines femmes du Sud à la Marche elle-même, certains contacts ont été beaucoup plus en profondeur.

De plus, pour assurer la visibilité aux femmes du Sud et pour leur permettre de présenter un message de solidarité, deux représentantes des invitées du Sud se sont adressées aux marcheuses : Fatouma Sire Diakité du Mali au départ des marcheuses et Lucy Paulino de Aquilar du Brésil à l'arrivée. Elles ont été reçues par des ovations et des cris d'enthousiasme éloquents. Ces moments ont été de très beaux instants.

Séminaire international

Un séminaire international s'est tenu à Montréal les 6 et 7

juin derniers sur le thème de la pauvreté des femmes et la recherche de l'autonomie économique des femmes. Plus de 60 femmes d'ici et du Sud participaient au séminaire.

L'objectif de ce séminaire était de partir des pratiques des groupes de femmes du Sud et du Nord dans la recherche d'alternatives sociales et économiques et de développer une réflexion autour de l'économie sociale et de la proposition d'infrastructures sociales élaborée par le mouvement des femmes du Québec dans le cadre de la Marche des femmes contre la pauvreté.

Il s'agissait de développer un dialogue avec nos consœurs du Sud sur les défis que pose cette réflexion au Nord comme au Sud. Comment les femmes à travers leur rôle social posent-elles les jalons d'une économie sociale, d'une autre vision de l'économie? Comment les pratiques des femmes viennent-elles nourrir et mettre en forme les éléments d'une économie sociale au service des femmes et des hommes? Quels sont les terrains d'ancrage, quelles sont les pratiques concrètes des groupes de femmes où se matérialise cette autre façon de faire l'économie? Comment faire reconnaître le travail socialement utile des femmes mais non reconnu? Voilà autant de questions qui ont guidé notre réflexion.

Les invitées ont exprimé de manière unanime leur satisfaction d'avoir pu participer à une marche d'une telle envergure. Plusieurs ont pu démystifier l'image des femmes du Nord et constater les effets de la pauvreté sur ces dernières. Plusieurs contacts ont été renforcés entre les groupes que les femmes du Sud représentaient et les représentantes de différents regroupements du mouvement des femmes du Québec (maison d'hébergement, centre de santé, centre de femmes, etc.).

La collaboration entre OCI a été exemplaire. Un partage des coûts, des apports financiers significatifs de la part de chacun d'eux, en temps et en ressources: billets d'avion des invitées, per diem, déplacements, etc., une concertation et des mises en commun positives, ne sont que quelques exemples de leurs nombreux apports.

Le lien avec les groupes des femmes du Québec sur ce dossier a été généralement très bon. Depuis Femmes en tête et le Forum féminin pluriel, cette relation a beaucoup évolué. Les femmes de la solidarité sont plus connues. Les groupes de femmes sont plus réceptifs à la cause de la solidarité.

On a noté quelques difficultés pour une pleine intégration de la question internationale. Ce volet était parfois oublié au niveau de la stratégie-médias de la marche elle-même, au niveau des liens à faire, le réflexe des militantes n'étant pas encore assez intégré. Mais nous pouvons tout de même constater une nette évolution à ce sujet.

De la même façon, le milieu de la coopération internationale a été beaucoup plus présent dans cet événement qu'il ne

l'avait été lors d'événements antérieurs organisés par les femmes. Ceci est très positif. Près de 15 organismes de coopération internationale ont été impliqués dans le processus. Plus de sept réunions de concertation en plus des réunions en sous-comités avec un niveau de participation exemplaire. Somme toute, une expérience à faire partager. Malgré les coupures drastiques de l'ACDI qui ont touché le milieu des organismes de coopération internationale au printemps dernier, on peut affirmer que celui-ci a fait preuve d'initiative afin d'assurer la jonction avec le milieu social, les groupes de femmes.

Liste des invitées internationales

Adjoavi Célestine Akuete-Sewah, **Togo**

Isabelita S. Antonio, **Philippines**

Consuelo Cabrera, **Guatemala**

Marion Corazon Jimenez-Tan, **Philippines**

Eugenia Rosita De Moreira Rodriguez Coelho,
Mozambique

Rosa Espinal Ramirez, **Pérou**

Faiza Jama Mohamed, **Somalie**

Marie-Thérèse Khair, **Liban**

Opportune Nitiema Santos, **Togo**

Eliette Pierette Memong Meno, **Cameroun**

Ofelia Montes Lopez, **Pérou**

Khadija Ossoble Ali, **Somalie**

Bernadette Ouedraogo, **Burkina Faso**

Lucy Paulina de Aguiar, **Brésil**

Sandra Rodrigues Cabral, **Brésil**

Constance Rwaka, **Rwanda**

Judith Silva Jaen, **Nicaragua**

Fatoumata Sire Diakite, **Mali**

Anita Toure Barry, **Mali**

Monica Valente, **Brésil**

Zenaida Zuniga Medina, **Pérou**

S O M M A I R E

**IVe Conférence des Nations Unies sur les femmes
De Mexico à Pékin, le long chemin des femmes** p. 3 à 8

**Amérique latine
Femmes en marche** p. 9 à 31

**La Marche des femmes au Québec
Bilan des revendications** p. 32-33
Volet international p. 34-35

**Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en
Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.**

**Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550**

Comité de rédaction : Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet
et Jean Robitaille. **Traduction :** Madeleine Perreault. **Collaborations :** Hélène Lagacé,
Diane Matte
Infographie : Louise Gravel.